Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 18 MARS 1977
N° 403 1,50 F
Belgique 15 FB
Commission paritaire 56942

Liberté pour les prisonniers chiliens !

Lire notre article en p. 2

LES PRÉTENTIONS DE M. BARRE

«ÇA VA MIEUX, VOTEZ POUR MOI»

«Tout va bien, ou presque», c'est à peu près ce que Barre a conclu à propos de quelques chiffres qui viennent d'être publiés concernant la situation économique. En fait, le léger mieux qui peut aujourd'hui se ressentir du côté du patronat s'est traduit pour la classe ouvrière par le blocage des salaires et la continuation du chômage : une réalité qui n'invite guère à suivre les appels que le premier ministre a lancés à cette occasion, demandant de voter pour la «majorité» au second tour.

Quant à l'union de la gauche, elle prétendait opposer au plan d'austérité le barrage des bulletins de vote. S'il en était encore besoin, l'expérience montre qu'on ne changera pas non plus les choses de cette manière.

Lire notre article en p. 3

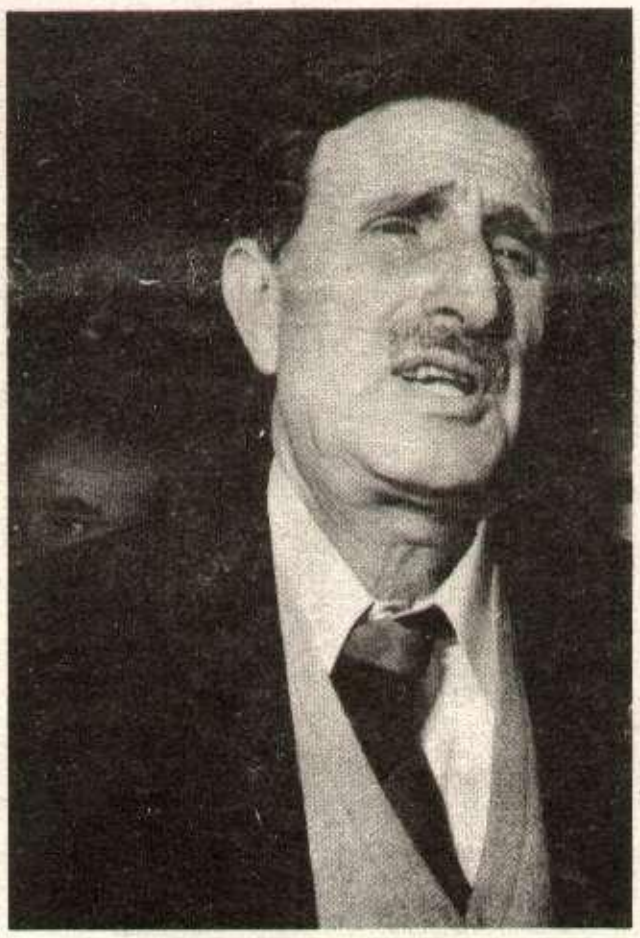
- **Le PCF n'ose même pas appeler ouvertement au désistement en faveur de Defferre p.3**
- **BSN Rive de Gier : le tribunal ordonne l'évacuation p.5**
- **Un millier de personnes aux obsèques de Ian Patocka p.7**
- **Dumping Soviétiques sur le pétrole p.7**
- **Énergie solaire p.12**

EMOUVANTES OBSÈQUES DE JOUMBLATT

COLERE AU LIBAN

QUI CHERCHE À RELANCER LA GUERRE CONTRE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE ET LE PEUPLE LIBANAIS ?

«Joumblatt n'était pas un homme ordinaire pour nous. Ce n'était pas seulement un homme. C'était une armée qui combattait avec nous», **déclarait immédiatement après l'assassinat Yasser Arafat, président de l'OLP. Dans tout le Liban le crime a soulevé une vague de colère. L'assassinat est un crime contre le peuple libanais, dont Joumblatt pendant la guerre imposée au Liban et à la Résistance Palestinienne a représenté les aspirations patriotiques.**
té les aspirations patriotiques.



Même les chefs fascistes ont dû dénoncer l'assassinat. Mais le crime a appelé des représailles de la part des druzzes dont Joumblatt était le chef traditionnel. Depuis mercredi soir, 70 personnes ont été tuées. A l'évidence, les assassins de Joumblatt cherchaient à rallumer les feux de la guerre au Liban, alors que les troupes syriennes qui occupent le pays ont pris position dans tous les secteurs stratégiques.

Qui a cherché à faire peser une menace de rupture de cessez le feu qui justifierait dans l'état actuel du rapport de forces un contrôle syrien encore renforcé au Liban, et une violente attaque contre la Résistance Palestinienne cible de la guerre qui a duré plus de 15 mois ?

L'appel au calme de Walid Joumblatt, et du président Sarkis sera-t-il suivi ? De toutes les façons le crime de mercredi aura permis d'éliminer l'un des principaux représentants du peuple libanais et de son alliance avec le peuple palestinien. Une campagne d'assassinats contre les chefs libanais et palestiniens est-elle ouverte ?

G CARRAT

Voir nos informations en page 8

L'EXPÉRIENCE D'UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE

La Commune de Paris

Voir p.9

MANIL

Quarante grévistes mis à pied

Voir p.5

LOGEMENT ET POLLUTION

PROMESSES VERTES DE GISCARD AVANT LE 2e TOUR

Le médecin du travail de la Bibliothèque Nationale vient d'être licencié par l'administration sans qu'aucun motif ne lui ait été signifié. En réalité le Dr S. avait, pour l'administration, l'immense tort de rendre service aux travailleurs et d'exercer son métier dans cette optique. Il faut fermer la cantine de la B.N. à la suite d'une centaine d'intoxications dues à la mauvaise hygiène de la cuisine du traiteur.

On lui reproche d'être allé voir un ouvrier malade à l'atelier de photographie sans prévenir auparavant la direction. Il avait flairé une quantité excessive d'oxyde de carbone, (dû à la circulation, rue Richelieu) dans les ateliers situés en sous sol...

«Pour moi l'écologie, ce n'est pas la défense des plantes vertes» déclare le médecin licencié, soutenu par une grève totale des employés. *«Pour moi, écologiste, l'écologie c'est l'amélioration de la vie de l'homme au travail, c'est à dire des 3/4 de la vie du peuple».*

Hier, Giscard parle de lutter contre la pollution, aujourd'hui son administration licencie ceux qui veulent mettre en œuvre cette lutte dans les entreprises. Discours vert d'un côté, interdiction professionnelle de l'autre. La «démocratie verte» est avancée...

Lire nos articles en p. 4 et 6

BRITISH LEYLAND

3 000 GRÉVISTES MENACÉS DE LICENCIEMENT

CONTRE LE PATRONAT ET LES CHEFS SYNDICAUX

Voir p.7

LIBERTE POUR LES PRISONNIERS CHILIENS !

Par Grégoire CARRAT

Mercredi, à Paris, l'avocat chilien Zalaquet, ancien prisonnier et conseiller juridique du comité pour la coopération et la paix, qui se charge de la défense des prisonniers politiques, témoignait en même temps que la journaliste chilienne Gladys Diaz, ancienne «disparue», expulsée du Chili en décembre 1976. C'était à l'occasion du lancement de la campagne d'Amnesty International pour la libération des prisonniers chiliens «disparus». Un dossier, le plus complet à ce jour, des «disparus», a été établi, comportant notamment une liste par profession et 218portraits, ainsi que l'essentiel de ce qui est connu du système actuel de répression au Chili.

René Roberto Acuna Reyes, étudiant, arrêté le 14.2.75.

Ruben David Arroyo Padilla, employé, arrêté le 25.11.74.

Jacqueline del Carmen Binfa Contreras, secrétaire, arrêtée le 27.7.74.

Guillermo Gonzales de Asis, ouvrier du bâtiment, arrêté le 10.9.75.

José Castro Maldonado, agriculteur, arrêté le 16.10.73.

GLADYS DIAZ TÉMOIGNE :

Ce que signifie : «Il a disparu»

8 200 AVENUE JOSÉ ARIETA A SANTIAGO : LA VILLA GRIMALDI

Gladys Diaz était une journaliste radio, très connue au Chili. *«J'ai été arrêtée le 20 février 1975. Jusqu'à la mi-mai, j'ai été «disparue». J'étais dans les centres de la DINA, en même temps que Carlos Perelman. Nous sommes restés ensemble huit jours à la villa Grimaldi. Après avoir été envoyé en camp normal, Carlos a définitivement disparu. A plusieurs reprises, j'ai témoigné devant des tribunaux à la requête des parents, que j'avais été arrêtée avec lui. A chaque fois, la DINA m'emmenait ensuite à la villa Grimaldi pour un ou deux mois. Grâce à la pression internationale sur mon cas, cela n'a pas été trop terrible mais à chaque fois, ils voulaient me faire «disparaître». Le 8 décembre 1976, j'ai été libérée et expulsée avec seize autres personnes jugées dangereuses. Dans l'avion, il y avait sept membres de la DINA qui nous ont fait comprendre que la DINA était présente au-delà même du Chili.*

A PARTIR DU MOMENT OU...

L'opinion publique mondiale ne sait pas ce que veut dire «il a disparu». A partir du moment où un membre de la société entre dans la résistance, il est poursuivi par la junte, il est arrêté, il est placé dans une position où il est impuissant. Il est soumis à toute une série de tortures physiques et psychologiques, en plus, il est soumis à une série d'actes parfaitement arbitraires. Il n'est plus un être humain, il est simplement un objet qui permet d'obtenir des renseignements.»

Au cours de ses transferts à la villa Grimaldi, Gladys a rencontré beaucoup de disparus. La villa Grimaldi se trouve dans la banlieue de Santiago. C'est une grande maison avec de très hauts murs au 8200 avenue Jose Arieta. *«Les camps de Santiago sont les plus connus, mais il y en a dans tout le Chili. Si vous êtes arrêté à Arica, vous serez emprisonné à Arica, de même à Valparaiso. Là où il y a l'armée, il y a un centre de tortures.*

CODOMIL LAUSIC : POUMONS ÉCLATÉS

En février 1975, Codomil Lausic a été enlevé dans la rue. Il a essayé de fuir. Il a alors été torturé de façon atroce. A la villa Grimaldi, il a été mis contre un mur. Pendant deux heures, il a été battu avec des chaines. Puis il a été conduit dans une cellule proche de la nôtre. Il avait les poumons éclatés. Nous l'avons entendu mourir.

Dias Villeda avait reçu deux balles dans le cou lors de son arrestation. Il n'était pas soigné, les balles n'avaient pas été retirées. Il était dans un état pitoyable. Il n'y a plus de nouvelles de lui.

Ivan Monti avait été arrêté avec son fils de cinq ans qui est resté les yeux bandés, disparu, pendant trois mois où il s'est trouvé à la villa Grimaldi avec son père. Il n'y a plus de nouvelles d'Ivan.»

La liste des prisonniers «disparus» rencontrés à la villa Grimaldi par Gladys Diaz est très longue. Les bourreaux semblaient trouver plaisir à faire miroiter un changement de régime aux prisonniers avant de les envoyer dans de nouveaux centres de tortures. *«Au cours d'un transfert, j'ai rencontré deux femmes qui avaient été arrêtées en même temps que le socialiste Carlos Lorca. Elles pensaient que le pire était passé, qu'elles allaient avoir un régime normal. Elles étaient contentes, avaient lavé les affaires des camarades qui restaient. Depuis, nous n'avons plus eu de nouvelles sur leur sort. Carmen Diaz, 24 ans, après avoir été torturée particulièrement brutalement, pensait pouvoir bénéficier du régime normal. Le 28 février 1975, elle a été emmenée avec d'autres gars, depuis aucune nouvelle.*

ACCROISSEMENT DES ARRESTATIONS DE SYNDICALISTES

Depuis 1976, les cas de disparitions de syndicalistes augmentent. Un cas dont on n'a pas assez parlé, il s'agit d'un des directeurs des contrôleurs radio du Chili. Il a été arrêté le 29 juin 1976. Il s'agit de Hector Contrera Rojas. J'ai vu aussi Victor Diaz, Maria Galindo. Elle était présidente de la JOC, Jeunesse Ouvrière Chrétienne, et dirigeante de la Confédération Elec-métal.»

«FAITES TOUT CE QUI EST EN VOTRE POUVOIR»

Les familles des «disparus» au Chili se sont organisées pour découvrir le lieu de détention de leurs parents et dénoncer publiquement la pratique des «disparitions», dans le «comité des familles de prisonniers disparus». Cette organisation a lancé un appel mondial.

«Nous appelons prisonniers disparus les membres de nos familles qui ont été arrêtés dans nos foyers sous nos yeux, ou enlevés sur leur lieu de travail, dans les écoles ou les universités, en présence de témoins, ou dont nous avons des preuves solides de leur arrestation par les services de sécurité militaire. On les tient séquestrés et toutes nos démarches, requêtes d'Habeas Corpus, dénonciations d'enlèvement, lettres et entrevues avec les autorités gouvernementales ont toujours été rejetées avec la réponse suivante : «Cette personne n'a jamais été arrêtée» ou bien «Elle a quitté le pays», «elle est passée dans la clandestinité», «elle a été enlevée par une bande d'extrémistes», etc...

Ces réponses s'expliquent par le fait que ce sont des agents de la D.I.N.A. qui procèdent aux arrestations ; cet organisme jouit d'une telle autonomie que les institutions administratives et judiciaires sont dépassées et ne peuvent que répondre : «Si les prisonniers sont entre les mains de la D.I.N.A., nous ne pouvons rien faire». (...)

Par conséquent, nous, parents des prisonniers disparus au Chili, mères, épouses, enfants, frères et soeurs, en appelons à l'opinion publique mondiale, aux gouvernements, aux médias, aux églises, aux groupements de travailleurs, à toutes les catégories professionnelles, aux artistes, aux intellectuels ; nous appelons à votre intelligence et à votre coeur pour que votre cri se joigne au nôtre, pour que vous fassiez tout ce qui est en votre pouvoir afin que la Junte militaire nous rende nos enfants.
Santiago du Chili, juin 1975»

Le peuple chilien se bat contre la dictature fasciste. Son combat pour arracher les «disparus» des chambres de tortures doit avoir tout notre soutien.

PLUS DE 1 500 DISPARUS

Le témoignage de l'avocat Zalaquet

Il y a actuellement plus de 1 500 prisonniers au Chili qui sont officiellement disparus : arrêtés dans les rues de Santiago, d'Arca, de Valparaiso, chez eux, à une sortie de cinéma, à leur travail. La police et le parquet rejettent toutes les démarches des familles en prétendant qu'il n'y a pas de traces d'eux. L'avocat Zalaquet établit les différentes étapes au travers desquelles ces méthodes ont été mises en place.

LES DISPARITIONS ET LA DINA

«Dans les six mois qui ont suivi le coup d'État, il n'y avait pas de disparition de prisonniers. La loi de fuite était appliquée. Dans les journaux chiliens on lisait que tel ou tel avait cherché à fuir et avait été tué. En novembre 1973, a été créée la police secrète du gouvernement, la DINA. La répression avait été menée d'abord par l'armée. Selon un journaliste anglais favorable à la junte, Moss, elle a compté rapidement 4 000 membres et tissé un réseau de plusieurs milliers d'informateurs sur tout le Chili. Elle est entrée en action en février 1974. Brusquement, les journaux cessent de publier les noms de personnes abattues. Les disparitions commencent. La DINA commence à arrêter les gens pendant le couvre-feu, dans des voitures sans immatriculation. De février 1974 à juillet-août 1975, 1 000 personnes ont ainsi disparu, 30 seulement ont été retrouvées mortes (leurs corps étaient atrocement mutilés). Plusieurs de ces «disparus» ont été vus dans différents centres de détention secrets de la DINA par des prisonniers.

Sous la pression des protestations du peuple chilien et des organisations, le régime a été obligé de chercher à donner une autre image de lui.

MAINTENIR LA TERREUR ET NIER LES FAITS

En mai 1975, il a mis fin à l'état de guerre, mais il a instauré l'état d'urgence avec les mêmes forces, toujours aussi nombreuses. Dans le même mois, il a publié un décret-loi selon lequel tous les prisonniers, au bout de cent jours, devaient être soit libérés, soit envoyés dans des camps de détention une fois jugés, soit jugés. Mais en même temps, une vague de disparitions et d'assassinats était déclenchée. En juillet 1975, le gouvernement interdit à la commission des droits de l'homme de l'ONU de se rendre au Chili, il interdit aux journalistes de venir, il interdit le «comité pour la paix». Il a tenté de liquider les voix qui parlaient des prisonniers au Chili.

Dans cette évolution, on voit de plus en plus le gouvernement faire arrêter des gens et les faires disparaitre. Quand quelqu'un était officiellement arrêté, le monde entier pouvait demander sa libération. Mais le gouvernement avait besoin de travailler les prisonniers, de les torturer. Alors, il ne reconnait jamais les avoir arrêtés. Avec ce moyen, il donne l'impression de n'avoir plus de prisonniers politiques. Selon lui, il n'y en a plus qu'un. Mais en réalité, il y a quatre catégories de prisonniers politiques : ceux qui ont été arrêtés en vertu de l'état de siège, il n'en reste presque plus, la seconde catégorie ceux qui attendent de passer devant un tribunal militaire, la troisième ceux qui ont été jugés, ces deux catégories comportent plusieurs centaines de prisonniers, et enfin, les «disparus».

La disparition des prisonniers est un essai d'éviter toute protestation en niant la répression elle-même, un moyen de maintenir la répression en offrant un autre visage au régime».

Plan Barre

UN BIEN MAUVAIS ARGUMENT ELECTORAL

Ça commence à aller mieux, et ça peut aller mieux encore : telle est, du moins, l'impression que veut donner Barre en ce moment. A l'appui de ses affirmations, trois chiffres : celui du commerce extérieur, moins en déficit que les mois précédents, celui de la parité du franc, qui est parvenue à se maintenir depuis quelques mois, celui de la production industrielle, qui, pour la première fois, a dépassé au mois de février le niveau d'avant la crise de 1975. Et l'escamotage des questions qui préoccupent réellement les travailleurs.

L'argument électoral se sent de loin : le Joffre de l'économie n'en a-t-il pas profité pour prendre sa place dans la bataille du deuxième tour. Il proclame *«sa confiance et son soutien à tous ceux qui mènent le combat pour assurer le succès des listes de la majorité»*, et *«demande à tous les Français d'apporter leurs voix aux listes de la majorité»*.

LES 6,5 % ABANDONNÉS

Ceci, c'est pour les grands moyens d'information à audience populaire. Mais, dans les pages économiques spécialisées, le premier ministre vient par ailleurs de fournir un certain nombre de précisions qui rendent un son beaucoup moins optimiste. Il s'agit, d'abord, de la hausse des prix au cours de l'année 1977. En réponse à un article d'un spécialiste économique du *«Monde»*, Barre écrit à ce journal : *«Le but du gouvernement est que, dès 1977, le taux d'inflation en France ne soit plus un taux à deux chiffres»* (c'est-à-dire égal ou supérieur à 10 %). Et de préciser : *«Le taux d'inflation en France sera inférieur au taux de 9,9 % en 1976»*.

BLOQUER LES SALAIRES

On est loin des 6,5 % annoncés au mois de septembre dernier, et qui continuent, d'ailleurs, de servir de référence au patronat et à l'État dans la fixation des salaires. Qu'il s'agisse en premier lieu, avec le plan d'austérité, d'assurer un blocage de ces derniers, c'est d'ailleurs ce que confirme pleinement un article du même Raymond Barre, dans le journal patronal *«Les Échos»* : *«Entre 1974 et 1975, la part des frais de personnel dans la valeur ajoutée est passée de 67 à 76 %, la part des frais financiers passant de 9 % à 10 % environ (...). Pour restaurer l'autofinancement des entreprises, il convient en premier lieu — et c'est sans doute le moyen le plus efficace — de maîtriser la progression de leurs coûts»*.

UN TAUX DE CHÔMAGE ÉLEVÉ

On ne saurait être plus clair : un des aspects les plus importants du *«rétablissement économique»*, façon Barre, consiste à élever le profit en rognant sur les salaires. Cependant, d'autres chiffres, publiés récemment, viennent encore confirmer un autres aspect de *«l'assainissement»* voulu par le premier ministre : ce sont ceux du nombre des chômeurs. Pour le mois de février, la CGT les estime à 1 450 000. Ni l'augmentation de la production industrielle, ni l'élévation des exportation, n'ont rien changé à la réalité du chômage.

Et pour cause : la visée même du plan gouvernemental, c'est justement une élévation de la productivité passant par des économies de main-d'œuvre, et permettant au capitalisme français d'améliorer sa compétitivité internationale. Chômage maintenu, et même légèrement accru, alors que la situation commence à s'éclaircir un peu pour le patronat, c'est justement le but recherché. D'ailleurs, Barre, évoquant plus largement cette question, n'a pas dissimulé qu'il était satisfait du seul fait que les chiffres de sans-emploi restaient stables.

LES ÉLECTIONS N'ONT RIEN CHANGÉ

Après le conseil des ministres, Giscard a fait savoir : *«Les élections locales, quelle que soit leur importance réelle, ne remettant pas en cause la priorité nationale qui a été fixée à l'action du gouvernement pour 1977, et qui est le rétablissement de l'équilibre économique et la défense du franc. Cette priorité demeure et s'impose à tous»*.

«En votant contre la politique d'austérité du pouvoir, vous agirez efficacement contre elle», proclamait Marchais dans son meeting d'ouverture de la campagne électorale, à la porte de Versailles. Le premier tour est déjà passé, avec le succès que les partis du programme commun y ont connu, et déjà on peut juger de l'efficacité de ce moyen d'action : nulle.

DÉMAGOGIE DE TOUS LES BORDS

La démagogie électorale, actuellement, s'exerce dans tous les sens. D'un côté, le gouvernement, en même temps qu'il cherchait à donner une image favorable de la situation économique, courait après les voix des écologistes en mettant à son ordre du jour l'urbanisme et la pollution. De l'autre, les partis de l'union de la gauche ne cessent de répéter qu'avec eux, ça ira mieux. Mais les uns, au PS, dévoilent chaque jour un peu plus leur volonté de laisser en place le régime sous lequel nous vivons.

Quant au PCF, il se fixe, tout comme le gouvernement actuel, l'objectif de la compétitivité de l'économie française sur les marchés extérieurs, ce qui impose évidemment le maintien et le renforcement de l'exploitation capitaliste. C'est ce qu'il propose dans son projet de capitalisme d'État, s'appuyant sur des nationalisations élargies, avec toutes les conséquences pour les travailleurs !

Au second tour, ils manifesteront, comme au premier, leur volonté de lutte, en déposant des bulletins affirmant leurs revendications, et, en particulier, leur volonté de faire échec au plan d'austérité de Barre.

J. Lermet

PRÉCISION UTILE

«Dans cette liste, pas question d'hégémonie de qui que ce soit, précise Jean-Paul Ferrier, candidat du PS. C'est dans *«l'Humanité»* et il s'agit de la liste dirigée par le PCF à Toulon, qui reste seule en lice au deuxième tour contre le maire sortant républicain indépendant Arreckx. Une précision, qui n'est pas donnée aux lecteurs de *«l'Humanité»* : les socialistes présents sur cette liste, membres du CERES, ont été exclus de leur parti, pour avoir au premier tour refusé de se rallier à l'amiral Sanguinetti. Alors :*«candidat du PS» ?*

NUANCE

A Toulon, l'amiral Sanguinetti précise dans un communiqué : *«J'ai seulement invité ceux qui ont voté pour moi à se reporter aux consignes de deux des trois composantes de l'union de la gauche dont j'avais le soutien : le PS et le MRG, qui assument la pleine responsabilité de leur prise de position»*. Autrement dit, l'amiral se refuse à appeler en son nom propre à voter pour la liste dirigée par le PCF : il se contente de noter que socialistes et radicaux de gauche le font de leur côté. Il y a effectivement une nuance.

COUPEZ !

«Pour couper court aux interprétations diverses de son communiqué du 14 mars, le bureau fédéral du PCF du Rhône précise qu'il est en total accord avec la déclaration nationale commune des trois partis du programme commun». **On dirait que le désistement en faveur d'Hernu n'est pas passé facilement, à l'échelon local !**

Marseille

LE PCF N'OSE MÊME PAS APPELER OUVERTEMENT AU DÉSISTEMENT EN FAVEUR DE DEFFERRE

Le 1er tour passé, l'heure des comptes est arrivée.

o Pujol, candidat d'union des forces ouvertement réactionnaires et fascistes n'a même pas réussi le score de Comiti en 71, avec 22, 24 % des voix il perd 5,2 %.

o Defferre, après s'être séparé à contre-cœur de quelques amis de droite en janvier 76, a refusé l'union avec le PCF, s'est allié avec la droite et le patronat marseillais. Cette tactique soutenue par Mitterrand lui-même lui a permis de rester en tête dans 7 secteurs sur 8 avec 39,34 %. Il perd 5,4 % sur 71.

o Le PCF allié avec les chrétiens, le PSU et les gaullistes, ne progresse que de 2,22 % avec 30,02 %, alors qu'en 71 il s'était présenté seul. L'abandon ouvert, affirmé de la dictature du prolétariat, de l'idéal communiste ne lui a donc pas permis de faire une nette percée. S'il est encore possible à ce Parti de faire passer cette progression pour une victoire de son désir unitaire, le désistement en faveur des listes Defferre est très difficile à faire admettre à ses propres militants. Pour une bonne part, c'est même impossible comme nous l'a confirmé la discussion que nous avons eue avec des militants de la cellule du PC de l'usine Alsthom GMP mercredi matin entre 6 et 7 h.

«NOUS NE VOTERONS PAS POUR NOS PATRONS !»

Pour faire largement connaître le point de vue de leur Parti, ces jeunes militants diffusent *gratuitement* leur journal local *«La Marseillaise»*. Nous avons déjà eu l'occasion de discuter plusieurs fois. Au nom du PCR (ml) nous diffusons le tract pour le second tour, intitulé «Non, les travailleurs ne voteront pas pour leurs patrons !», et appelant les travailleurs à voter sur leurs revendications (contenues dans un bulletin de vote joint au tract) et à rejoindre les rangs du PCR pour construire le socialisme.

Aussitôt nous engageons la discussion : «Que pensez-vous des résultats du 1er tour ?».

«C'est une victoire pour l'union de la gauche» répond l'un des deux diffuseurs.

«Et à Marseille c'est une victoire pour qui ? Avec l'accord de désistement pour la liste de gauche la mieux placée, votre Parti vous appelle à voter Defferre sauf dans le 8e secteur où le PC arrive en tête».

«Où est ce que vous avez lu que nous nous désistons pour Defferre ?»

«Dans votre journal d'hier, en 1ère page dans laquelle était publiée la déclaration commune signée lundi soir».

«Nous nous appelons les travailleurs à se désister, un point c'est tout, on n'a jamais dit de «se désister pour Defferre».

«Vous n'allez quand même pas vous désister pour le candidat fasciste Pujol ?»

«Bien sûr que non, mais vous ne pouvez pas dire que nous appelons à se désister pour Defferre» continue à affirmer un militant enfermé dans la logique de son Parti.

Ainsi, comme nous avions pu le voir la veille, le PCF ne peut pas maintenir ses listes sans remettre en cause son choix de l'union à tout prix avec le PS ; mais il ne peut pas non plus appeler ouvertement à se désister pour Defferre pour ne pas heurter de front tous les militants qui ont eu l'illusion jusqu'à mardi soir que leur Parti maintiendrait ses listes comme en 71, surtout après la campagne anti-communiste de Defferre.

«Si hier soir tu avais assisté à la réunion de la section du quartier, tu ne dirais pas ça, avoue l'un d'eux. Au début on était contre le désistement, mais «Ils» nous ont expliqué que ça remettait en cause l'union et que ce n'était donc pas juste».

Un 3e militant du PC arrive au milieu de cette discussion.

«Nous faisons le point sur le premier tour, que penses-tu du désistement en faveur de Defferre ?» lui demandons nous.

«Désistement ? Mais il n'est pas question de se désister !» répond-il en nous serrant la main.

«Mais si, mais si... hier soir «Ils» nous l'ont expliqué, nous devons nous désister» lui explique son camarade.

«Ah ! bon» laisse tomber l'autre, déçu.

«On s'est encore fait avoir en beauté !» laisse échapper le nouvel arrivant qui n'a même pas le cœur à diffuser son journal.

Derrière le refus de ces militants de base de faire le travail pour le compte de Defferre, on voit la possibilité de développer la prise de conscience de la véritable nature non seulement de l'union de la «gauche», mais aussi du P«C»F lui-même et de son projet. On sait à Marseille que rien n'obligeait le P«C»F à retirer ses listes au 2e tour ; cela, au vu des scores du premier tour, n'aurait pas empêché Defferre de devancer la liste gouvernementale. Mais pour postuler à un poste d'adjoint au maire, le P«C»F devait s'engager auprès de Defferre à le soutenir au second tour : c'est dit-on le marché qui a été conclu. Pour le P«C»F s'infiltrer dans les mairies, y conquérir des poste est particulièrement important dans sa stratégie d'instaurer un capitalisme d'Etat où il disposerait des leviers de commande. A Marseille cette tactique ne se mène pas sans remous avec les travailleurs.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Plan Barre et conditions de travail

LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE LICENCIE SON MÉDECIN DU TRAVAIL

Après le médecin de Peugeot-Lille, celui de la Bibliothèque Nationale. Les licenciements de médecins du travail trop «près» des travailleurs se multiplient par les temps qui courent. *«Je n'ai pas de motif à vous donner»* a répondu l'administrateur au médecin qui lui demandait le motif de son licenciement. Le Dr S. était «vacataire» c'est-à-dire qu'il tenait une consultation (une fois par semaine) et qu'il n'avait aucun contrat.

Une seule vacation de trois heures par semaine pour surveiller médicalement 1 200 employés plus les lecteurs le cas échéant ! La direction a trouvé que c'était encore trop. En effet, le Dr S. avait mis le doigt sur quelques problèmes particulièrement sensibles à la BN. Il fait fermer la cantine, après avoir dénombré plus d'une centaine d'intoxications d'origine alimentaire. D'après le rapport du délégué, les plats étaient tous défraîchis. L'administration menace le Dr S. de lui faire payer «le manque à gagner que peut exiger le traiteur à la BN» aux termes du contrat qui les lie ! Deuxième incident. On lui signale qu'un ouvrier est victime d'un malaise dans l'atelier de photographie. Il s'y rend immédiatement. L'administration lui reproche de s'être rendu sur les lieux sans avoir téléphoné avant à la direction !

Dernière affaire. Le médecin du travail «par trop regardant» avait relié les malaises que les travailleurs (dont les ateliers sont situés en sous-sol rue Richelieu) lui avaient signalé avec la présence d'oxyde de carbone dû aux gaz d'échappement des voitures.

Le jeudi 3 mars, le Dr S. se voit signifier son licenciement, et ce, sans aucune raison.

UN HOMME DANGEREUX ?

Immédiatement, le personnel décide de soutenir un médecin qui, pour une fois, lui rendait quelques services pour améliorer les conditions de travail. Il exige *«la réintégration immédiate du médecin», «la reconnaissance de la médecine du travail à la BSN»* et une «grève active» est organisée jeudi 17 mars. C'est devant une assemblée nombreuse d'employées et d'ouvriers que le médecin s'adresse au personnel, aux côtés des délégués syndicaux. Il explique qu'on lui a refusé de faire plus d'examens, qu'en tant qu'écologiste, il préfère se battre pour l'amélioration des conditions de travail que pour ouvrir au public l'espace vert de la rue de Vivienne, chose dont se vantent les autorités. Qu'à proximité immédiate de ces arbres, les travailleurs subissent des conditions de travail de plus en plus mauvaises à la reliure, à la photographie, etc. La situation à la Bibliothèque Nationale n'a cessé de se dégrader. La poussière s'accumule, en même temps que les volumes qui s'entassent. Les locaux sont trop petits, mal entretenus et il y a une surcharge de lecteurs. L'effectif se réduit. La Bibliothèque ne peut plus fonctionner dans ces conditions et les travailleurs ne veulent plus de cette situation. Dans ce contexte, l'action du médecin du travail peut être très dangereuse pour la direction et peut gêner considérablement l'application du plan Barre dans la Fonction Publique. Cela amène la bourgeoisie, en même temps qu'elle développe les licenciements, les mutations à réprimer un médecin du travail un peu trop «actif». Ceci explique cela. Le personnel de la Bibliothèque montre par sa mobilisation sa volonté d'engager la lutte pour l'amélioration des conditions de travail. Exigeons avec lui la réintégration immédiate du médecin du travail de la Bibliothèque Nationale !

Pierre PUJOL

Chômage

QUAND BEULLAC DISSEQUE LE CHOMAGE

«La France se croit depuis trente ans au chômage», constate amèrement le ministre du Travail, Beullac. Dans une série d'articles dont le premier est paru jeudi dans «Le Monde», il s'efforce de démontrer qu'il n'y a là qu'une illusion d'optique. Une nouvelle fois en triturant les chiffres, il tente de minimiser l'importance du chômage, en retirant du chiffre des chômeurs, ceux qui sont au chômage depuis moins de trois mois, ceux qui touchent les 90%, les jeunes qui sortent du CET, les femmes, on arrive, selon Beullac, à un chiffre assez faible.

D'autre part, Beullac, pour diluer l'importance du chômage invente différentes catégories de chômage : chômage de spécialisation, chômage d'insertion, chômage de discontinuité, chômage d'inflation salariale, chômage d'exigence, chômage d'attente, chômage de rigidité, chômage de dissimulation. En conséquence de quoi, on ne peut pas parler de chômage en général.

Tout cela serait purement grotesque si ce n'était suivi de nouvelles menaces contre les droits des chômeurs. Considérant que *«le coût de cette solidarité* (pour les chômeurs) *est de plus en plus élevé»*, Beullac pose la question : *«Est-ce possible en 1977 de continuer dans cette voie ?»* Il ne donne pas de réponse tranchée, on est en période électorale, mais il suggère une nouvelle politique qui aurait pour conséquence de diminuer l'indemnisation des chômeurs et de laisser les mains totalement libres aux patrons pour licencier. Ce type de suggestion émanant du gouvernement ou du patronat n'est pas nouvelle, elle prépare à coup sûr des mesures contre les chômeurs.

BARRE S'ENGAGE DANS LA BATAILLE ÉLECTORALE

Alors qu'il s'était prudemment tenu à l'écart de la compétition électorale pendant le premier tour, Barre s'avance en première ligne pour le second tour. Il a lancé jeudi un appel à voter en faveur des listes de la «majorité». Il participera ce soir au meeting de D'Ornano dans le 18e arrondissement pour essayer de sauver le candidat officiel de la présidence de la République de la déroute totale. Mais même avec cet appui, D'Ornano semble bien n'avoir guère de chance de l'emporter.

LES ROYALISTES AVEC LES PARTIS DE GAUCHE

Renouvin, dirigeant du groupuscule royaliste Nouvelle Action Française, a appelé à voter pour des listes de gauche, lorsqu'elles étaient opposées à des listes R.I. Enfin il s'est félicité de l'élection de l'attaché de presse de la NAF sur la liste de gauche à Épinal, dans les Vosges. L'union du peuple de France n'a apparemment plus de limites à droite.

HOMMAGE A LA COMMUNE

Samedi 19 mars, en hommage à la Commune de Paris, l'Humanité Rouge organise une manifestation le matin à la Bastille, et un meeting l'après-midi à la Mutualité. Une délégation du PCRml s'associera à ces activités.

LUTTES OUVRIÈRES

Menaces de licenciements à Koenismacker près de Thionville (Moselle)

LES TRAVAILLEURS OCCUPENT LEUR ENTREPRISE

Tout a commencé le 14 février par une note de service : *«Au vu du taux d'absentéisme et du nombre d'accidents du travail, des mesures de retenue sur les primes seront appliquées...»*. Ainsi, est remis en vigueur le bon vieux système patronal des amendes en vogue avant 1900. Malades et accidentés du travail devraient payer 100 F d'amende par jour d'absence !

«L'absentéisme dont parle Évangélisti (PDG de l'entreprise), c'est pas sérieux, c'est faux» expliquent les travailleurs. *«Pour ce qui est des accidents, de qui se moque-t-on ? Les gars victimes d'un accident, ils le font exprès, peut-être ? C'est vrai, ici il y a pas mal d'accidents, souvent graves, mais à qui la faute ? Leur politique, c'est le laisser-aller, le désordre, il faut toujours se presser et il n'y a même pas de service d'entretien».*

Le 14 et le 15, plusieurs débrayages ont été organisés. Avec le soutien de leur section syndicale CFDT, les travailleurs votent la grève. Le 17, des défilés sont organisés dans les villes avoisinantes. Le 23, la direction cède.

ON LIQUIDE, MAIS IL Y A D'AUTRES CHOSES EN JEU

Comme l'explique le journal local «le Républicain lorrain», cette entreprise de chaudronnerie, de soudure, de montage a toujours connu de *«graves problèmes financiers»*, et maintenant, c'est la crise... Le mot est lâché ! Pour Évangélisti et ses compères, par ce système d'amendes, il s'agissait de «s'en sortir » sur le dos des travailleurs... En y regardant de plus près, la catastrophe financière de M. Évangélisti sent l'affairisme véreux. Ainsi, cette entreprise est divisée en 7 sociétés, sous des appellations différentes (Solomi, Soloci, Satram, Serico...) qui ont dû permettre des opérations financières bien juteuses : sans compter que c'est bien utile pour diviser les travailleurs (statuts différents, feuilles de paie interchangeables, opérations diverses pour entraver les élections professionnelles). Dans ces affaires, on retrouve du beau monde : Évangélisti d'abord, président de la jeune chambre du commerce de Thionville ; Boltic, adjoint de Ditsch, maire RPR de Thionville...

«TRAVAILLEURS : OUI, CHÔMEURS : NON»

C'est sur ce mot d'ordre que les travailleurs décident d'occuper les ateliers et de ne plus laisser sortir de matériel. Le patron a beau convoquer le comité d'entreprise et une assemblée générale des travailleurs, son chantage ne prend plus.

Alors, tout en continuant le travail pour les commandes en cours, des équipes sont constituées pour s'assurer 24 h sur 24 qu'aucun matériel fini ne sorte et qu'aucun sabotage n'ait lieu. Des slogans réclamant le maintien de l'emploi sont peints sur les portes de l'usine. Des défilés sont organisés, des «mesures d'économie» sont décidées, les véhicules de service sont immobilisés le 15, l'accès de la pompe à essence est interdit.

Très rapidement, les travailleurs de la Sotracomet, **pourtant distante de plus de 30 kms, viennent apporter leur** soutien à la lutte. Ils ont connu un long conflit du même type il y a plus d'un an et leur riche expérience est pleine d'intérêt pour les travailleurs de Koenismacker. Déjà, on parle de constitution de comités de soutien dans les villes de la région, comme ça s'était fait pour les «Sotra». Tous les matins, des assemblées générales on lieu dans l'usine et les propositions fusent.

Mercredi 16, ce sont plus d'une centaine de travailleurs qui se retrouvent devant le tribunal, soutenus par une forte délégation de Sotracomet.

«Tout est déjà décidé à l'avance» disaient les travailleurs. En effet, la liquidation judiciaire était prononcée une heure après. Le juge a même brandi la menace de mettre les scellés. C'est en manifestation que les travailleurs ont quitté le tribunal et qu'ils ont parcouru les principales rues de la ville où ils ont reçu un accueil chaleureux.

Dans cette région, où l'on recense «officiellement» 37 000 demandeurs d'emploi, où la restructuration de **la sidérurgie va jeter sur le pavé des dizaines de milliers de travailleurs dans les mois à venir, la lutte des travailleurs de Koenismacker prend valeur d'exemple.**

Correspondant Thionville

Tanneries du Puy : une partie des ouvriers occupent

La direction des Tanneries Françaises du Puy, le 27 janvier, annonçait son plan de licenciement. Devant la détermination des travailleurs, elle reculait temporairement. Il y a quelques jours, elle revenait à la charge, escomptant que cette mobilisation s'était atténuée. Elle s'est trompée : après l'occupation l'autre jour de l'Hôtel de Ville du Puy, les travailleurs viennent de se manifester une seconde fois en occupant, pour une partie d'entre eux, l'usine. Pas de licenciements ! La direction doit à nouveau reculer !

LUTTES OUVRIÈRES

BSN (RIVE-DE-GIER)

Le tribunal ordonne l'évacuation

IL FAUT FAIRE FRONT ET L'EMPECHER

De nouveaux éléments, sont intervenus ces dernières 48 heures à l'usine BSN de Rive-de-Gier, où les 1 000 ouvriers et ouvrières poursuivent une grève contre 352 licenciements, grève entamée maintenant il y a près d'un mois.

Riboud, à qui appartient l'usine, après «analyse de la situation» il y a quelques semaines, avait préféré pour, pensait-il mieux faire passer ses projets de chômage, proposer aux syndicats une procédure de conciliation avec Pinay *«permettant de mieux régler les choses»*. Pinay vient d'abandonner ! C'est l'échec total : les ouvriers ayant refusé à la majorité les licenciements ! C'est l'échec total aussi pour la mairie réactionnaire sortante : le fait de n'avoir pas fait intervenir les flics avant les élections ne lui a pas permis pour autant d'être reconduite !

Le tribunal de St Etienne, une fois connue la décision de Pinay, vient de prendre sa décision : il ordonne l'expulsion des grévistes. La direction de l'usine pour boucler le tout, vient de créer de toutes pièces un *«comité pour la reprise du travail»* composé en grande partie de cadres et d'employés et a envoyé à Riboud une lettre dans laquelle il lui demande *«de tenir compte de la volonté d'une partie du personnel de travailler»* sous peine *«de prendre une position irréversible (l'expulsion)»*. Dans ces conditions, on est en droit de se demander si les deux réunions qui avaient lieu hier en fin de soirée entre les organisations syndicales et les représentants patronaux à Paris et à St Etienne, ont été bien utiles. Au bout d'un mois de bavardages pendant lesquels Riboud n'a cessé de répéter et de montrer sa volonté de ne rien céder, il serait temps d'examiner la mise sur pieds de multiples initiatives susceptibles de vaincre : ainsi en est-il du travail de propagande qu'il est possible de renforcer avec l'organisation d'une journée *«portes ouvertes»* et qui permettrait de conforter l'ample soutien constaté lors de la journée *«ville morte»* l'autre jour. Ainsi en est-il des problèmes financiers qu'il est possible de résoudre déjà par la vente de la production. Et pour l'instant, il est nécessaire de mobiliser largement les travailleurs de Rive pour s'opposer à l'intervention des CRS. Bien entendu, toutes ces propositions ne pourront véritablement se matérialiser que si elles ont l'occasion de s'exprimer largement, si donc est mis sur pied une véritable démocratie dans la conduite de la lutte : une chose qui est encore loin d'être systématique. Il appartient aux travailleurs de l'imposer ! La victoire l'exige !

MANIL (VIVIER-AU-COURT)

40 délégués syndicaux et ouvriers mis à pied 5 jours

C'est le 19 février que les ouvriers pour beaucoup immigrés (espagnols, marocains, algériens) de la fonderie Manil, à Vivier-au-Court dans les Ardennes, rentraient en lutte pour s'opposer essentiellement à la remise en cause de l'accord d'entreprise signé en 1974. Contre celle-ci, la presse bourgeoise s'en donnera à cœur joie, du *«Figaro»* à *«France-Soir»* calomniant les travailleurs. Selon *«L'Humanité»* d'hier, la reprise aurait été votée.

La grève n'est en effet plus totale mais de là à dire que c'est la reprise totale ne semble pas être le point de vue de cette militante CGT que nous avons eu au téléphone hier et qui est bien placée pour savoir ce qu'il en est. *«Ça n'a pas repris vraiment»*, nous a-t-elle dit. Et pour cause : si l'annulation des licenciements de délégués a été obtenue, la revendication initiale n'a semble-t-il pas été satisfaite. *«L'Humanité»* nous parle d'une lutte qui continue *«sous d'autres formes»*. Un terme que les révisionnistes emploient bien souvent quand ils s'apprêtent à faire reprendre le travail sans que rien n'ait été obtenu. Il n'est pas douteux que l'UL CGT, dont certains dirigeants escomptent bien remporter la mairie dimanche, aient fait pression sur la section CGT. Il tient à celle-ci de s'y opposer pour que non seulement les revendications soient satisfaites mais aussi pour exiger la suppression des mises à pied de un à cinq jours et qui concernent depuis hier 40 délégués et travailleurs !

Le souci de certains dirigeants de l'UL CGT semble de toute évidence être bien plutôt de tout faire pour que certaines couches petites et moyennes bourgeoises de Vivier ne soient effrayés par une lutte qui commence à durer. Elections obligent. Cela éclaire avec quelque avance ce que fera une mairie de «gauche» à Vivier, une gauche qui si elle est élue, nous le savons, aura exclu tous les anciens conseillers municipaux ayant composé la mairie de 1921 à 1971. C'était déjà une liste de «gauche» composée de militants ouvriers du PCF, mais en sérieux désaccord avec leur parti et qui avaient des années soutenu réellement toutes les grèves de la ville. Les Manil n'ont pas dit leur dernier mot !

SCOM (NICE)

Détermination farouche des travailleurs pour empêcher la fermeture

La SCOM (filiale de la Westinghouse) est bradée : c'est le début de la liquidation du secteur «ascenseurs» de la firme. Une autre usine de Nice, la Kone-Westinghouse suivra vraisemblablement. Il y a un mois et demi, le tribunal a accepté les 87 licenciements pour «motifs économiques» ; Westinghouse se recycle dans le nucléaire !

La date de cessation d'activité est fixée au 18 mars 1977. Les ouvriers avaient d'ores et déjà engagé la riposte avant le resultat du tribunal, mais dès la décision connue, les événements se sont accélérés considérablement.

Lors de l'inauguration de l'autoroute urbaine (payante) de Nice, les ouvriers manifestaient avec succès contre le chômage et la liquidation des industries de la région. Deux barrages de CRS étaient successivement forcés par 300 manifestants qui conspuèrent la clique des inaugurateurs, vraiment pas à l'aise malgré leurs flics. Les travailleurs de Vermier (usine de machine-outil) et ceux de deux petites usines de la Vallée de Paillon, s'étaient joints à la manifestation. Le lendemain, une nouvelle manifestation avait lieu avec des panneaux-photos devant les locaux du torchon local *«Nice-Matin»* qui n'avait pas rendu compte des événements de la veille.

Quelques jours plus tard, la direction de la Westinghouse essaie à trois reprises de saisir les stocks sur lesquels l'usine continue de fonctionner. D'abord, c'est un chef d'atelier et des gars de FO (syndicat monté par la direction) qui viennent et repartent sans rien. Puis, un autre cadre, accompagné d'un huissier, se présente pour enlever le matériel. A la SCOM, il n'y a pas de volontaires pour le chargement. Ce sont encore des jaunes de FO qui essaient de faire le boulot et... repartent chassés à coup de boulons. Enfin, vient un huissier accompagné de camions d'une société privée. Malencontreusement, les trois manutentionnaires de la SCOM sont en grève à ce moment-là !

Le 2 mars, 27 ouvriers sont «licenciés une deuxième fois» pour «faute lourde». La direction leur reproche de ne pas avoir respecté les normes de production pendant la période du préavis ! En même temps, 20 autres travailleurs reçoivent leur salaire jusqu'au jour du licenciement et leurs indemnités. La tactique du patronat est on ne peut plus claire. La risposte ne tarde pas : le jeudi 3 mars, l'usine est occupée. Les travailleurs leurs réclament : l'annulation immédiate des lettres de licenciement, le paiement des indemnités de déplacement, le reclassement de tout le personnel sur place.

Lundi 7 mars, une manifestation va demander des comptes au liquidateur Bosc à propos des derniers événements. Ce dernier, dès qu'il voit la délégation s'avancer vers lui, fonce sur les ouvriers pour les frapper. Trois cars de CRS ont été appélés pour faire face aux manifestants venus très nombreux. Ce 2e licenciement est tellement bidon, que les ASSEDIC refusent d'en tenir compte et verseront intégralement les 90% du licenciement précédent.

C'est dans le cadre de la lutte d'ensemble contre la Westinghouse que les travailleurs de la SCOM placent leur combat. Leurs camarades de Kone les rejoindront sans doute bientôt.

Corr. Nice

STIC (OULLINS)

Les grévistes refusent les miettes du patron

Les travailleurs de la STIC (Société de Tolerie Industrielle et de Chaudronnerie) à Oullins ont entamé mercredi matin leur 3e semaine de grève pour les salaires. Mardi, ils ont eu des surprises : des négociations ont eu lieu le matin avec le patron qui a proposé 1,5% d'augmentation au 1er avril et au 1er juin et 100 F pour les vacances. Pour les ouvriers, c'est nul : *«Pour en rester là, deux heures de grève ça suffirait. Les 100 F pour les vacances, on les a eu au bout d'un jour et demi de grève l'an passé. Si on reprend là-dessus, il nous faudrait 10 ans (10 fois 100 F) pour récupérer les 15 jours de grève».*

Et pourtant, à l'issue de cette réunion, les délégués ont appelés à la reprise, en disant simplement que ce serait impossible d'arracher plus au patron.

Aux ouvriers qui exprimaient leur désaccord, les délégués répondaient que s'ils refusaient de reprendre le boulot, il ne faudrait plus compter sur eux. Rien de définitif cependant n'a été décidé mardi, car seulement une trentaine d'ouvriers étaient présents au moment de la réunion ; une trentaine d'ouvriers, que nous avons rencontrés et chez qui, se mêlaient révolte et interrogations. Laissons-leur la parole : *«Il a dû y avoir un coup-fourré ce matin, pendant la réunion avec la direction. Ils sont payés par le patron, ou quoi, les délégués, pour vouloir nous faire reprendre le travail sans rien, alors que l'on est prêt à tenir encore ?... Quand on pense que l'on a passé toute la nuit devant l'usine pour empêcher la sortie de matériel, et que ce matin, ils ont laissé sortir un plein camion, soi-disant pour montrer notre bonne volonté à la direction pour les négociations... Le mois prochain, ils pourront passer, je ne leur donnerai pas 15 F pour reprendre un timbre...»*

Plusieurs ouvriers font cette réflexion, mais d'autres pensent : *«Ce n'est pas une solution, quand on voit qu'avec un syndicat ça va mal, qu'est-ce que cela serait s'il n'y en avait pas... Mais ce n'est pas comme cela que ça doit fonctionner. Un délégué doit nous représenter, mais pas nous commander»*. Le débat s'engage sur la nature et le fonctionnement d'un syndicat, sur la situation politique. *«Le syndicat CGT d'Oullins, il est moins chaud qu'en 72, quand on avait fait trois semaines de grève, pour nous soutenir. On est plusieurs à l'avoir remarqué. Derrière tout cela, il doit y avoir des raisons politiques. Avec les élections en 78, ils n'ont peut-être pas envie que ça bouge trop, comme en 68 ou après, ils ont perdu les élections».*

«Et pourtant, dit un autre, *contre le plan Barre, c'est ce qu'il faudrait, et que toutes les usines s'y mettent, comme en 68. Il faudrait envoyer des délégations devant chaque usine pour demander partout si les ouvriers sont d'accord. Pourquoi les syndicats ne font-ils pas ça ?»*

Ces discussions avec les travailleurs de la STIC témoignent de la volonté de lutte qui existe partout dans la classe ouvrière contre le plan Barre, et des questions qui se posent quant à la façon d'engager la lutte et de la gagner.

Finalement, mercredi matin, c'est la voie de l'offensive qui l'a emportée. Les ouvriers ont voté la poursuite de la grève, et les délégués ont dû s'incliner devant leur volonté et leur détermination.

Nathalie DULLIN

INFORMATIONS GÉNÉRALES

AFFAIRE SPAGGIARI

QUE DEVIENT L'ENQUÊTE SUR LE «CASSE» DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

La femme de Spaggiari a été retrouvée mais la police n'a pas jugé utile de l'entendre. Elle avait quitté Nice juste avant l'évasion de son mari.

Cette évasion, puis l'arrestation de Rang et les péripéties autour de Martine Wolf ont fait passer au second plan l'affaire proprement dite du «casse» de la Société Générale. La police pense avoir arrêté les «droits communs» tandis que les «poliques» resteraient introuvables. Dans les milieux d'extrême-droite impliqués dans l'affaire, la distinction demande à vrai dire des trésors de subtilité ! Le cas de Rang est typique : ses fréquentations : le SAC, l'ex-Ordre Nouveau et par ailleurs il a été inculpé pour escroquerie. Il faut signaler qu'après le «casse» de Nice il avait été arrêté puis relâché. Il serait parfaitement vraisemblable qu'en tant que vieil ami de Spaggiari, il lui ait donné un coup de main à cette occasion. Quant aux autres participants au casse, certains disent qu'ils seraient à 80% des anciens de l'AGEN cette association d'étudiants d'extrême-droite dont Rang fut un temps le président... La moto, les armes, le parachutisme et sans doute d'autres activités moins «transparentes» ont permis de garder intacts les liens entre eux.

Corr. Nice

DE QUOI ANÉANTIR PERPIGNAN

COMMUNIQUÉ

Le comité de soldats du 24e R.I.Ma de Perpignan attire l'attention des habitants de Perpignan sur le danger que représente en permanence pour eux le dépôt de munitions «d'el Serrat d'en Vaquer», situé à quelques centaines de mètres de l'ancienne route d'Espagne (avenue Victor Dalbiez). Tout le monde se souvient de l'explosion de l'usine à gaz. Ce dépôt contient en matériel de guerre et explosifs en tous genres (missiles sol-air notamment) de quoi anéantir Perpignan. Les conditions de stockage, particulièrement médiocres, les mesures de sécurité sont inexistantes en cas d'incendie par exemple, et la proximité de ce dépôt de la ville en fait un danger permanent pour ses habitants.

En outre, l'armée fait garder ce dépôt par des appelés auxquels les officiers ordonnent de tirer à vue sur quiconque s'en approcherait : des enfants risquent d'être tués pour avoir joué près du dépôt.

Les trois quarts de la population ignorent l'existence de ce dépôt. En cette période d'élections, il est bon que les Perpignanais soient informés.

Comité de soldats du 24e R.I.Ma de Perpignan

«L'environnement à la française»

DE BELLES PAROLES POUR CAMOUFLER POLLUTION ET EXPULSIONS

Le conseil des ministres de mercredi a été principalement consacré aux problèmes de l'«environnement» : logement et pollution.

Le jour même où les expulsions, après la courte «trêve d'hiver» redeviennent légales, Fourcade ministre de l'équipement et Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement ont présenté un bilan d'autosatisfaction et de nouvelles promesses qui, une fois encore ne coûtent pas cher.

Giscard lui-même s'est félicité de l'application de la loi foncière du 31 décembre 1975 qui selon lui a *«cassé la tendance au gigantisme et à la densification dans les centres des villes»*. En fait, si cette constatation est possible, c'est essentiellement la situation économique de crise qui en est la cause, ainsi que les conséquences des abus précédents : des millions de mètres carrés de bureaux et de logements de luxe sont inoccupés, la *«conjoncture immobilière»* comme disent les spéculateurs, n'est pas très bonne. Cela n'empêche pas malgré tout que la spéculation foncière n'est pas un problème dont *«on ne parle plus guère aujourd'hui»* (Giscard) !

Allez demander aux habitants du Marais ce qu'ils en pensent, à ceux du 20e où tout ce qui fait le charme du quartier est démoli, où en voie de l'être (Villa Faucheur, Villa Castel). Quant aux logements sociaux qui selon Fourcade ne doivent pas être systématiquement situés à la périphérie essayez donc de les trouver dans les quartiers où la «rénovation» bat son plein !

Fourcade, soucieux en parole du bien-être des travailleurs «recommande» que les logements sociaux ne soient pas construits sur des terrains exposés au bruit. Mais qu'attend-on alors pour couvrir le boulevard périphérique à Paris qui oblige les riverains à dormir dans leur couloir ou leur salle de bain ?

Il ne faut pas non plus construire d'habitations près d'installations industrielles sources de nuisances, ni détruire les «fragiles équilibres naturels» à la campagne : alors pourquoi implanter des centrales nucléaires dangereuses en Alsace ou ailleurs, pourquoi le barrage de Naussac... ?

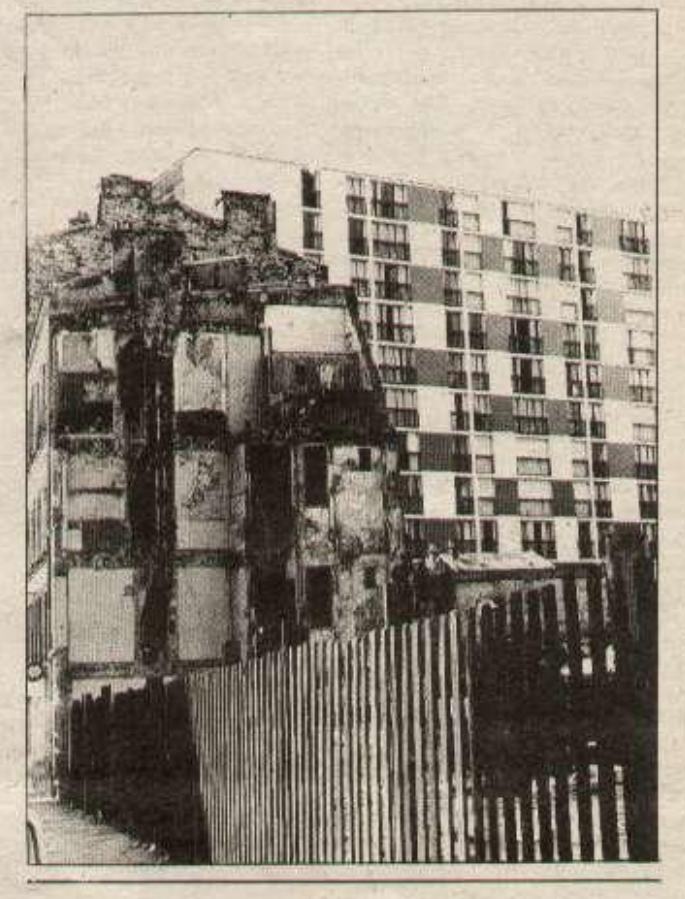
Tout cela sent les promesses électorales, comme aussi cette *«consultation sur le logement et l'habitat»* prévue pour l'automne dans dix grandes villes. Tous ceux qui manifestent contre les centrales, qui luttent contre les hausses abusives des loyers et des charges, contre la rénovation qui chasse les travailleurs des villes savent à quoi s'en tenir sur le souci de consultation et de concertation du gouvernement.

Signalons par ailleurs les lamentations exprimées par *«l'Humanité»* sur le peu de constructions dépassant *«le plafond légal de densité»* qui sont soumises à une taxe perçue par les communes. Le PCF est ainsi d'accord pour que les travailleurs s'entassent dans le béton pourvu que cela alimente les caisses de leurs municipalités !

En ce qui concerne la pollution, Ansquer ministre de la «qualité de la vie» a choisi d'éviter les exemples concrets et d'affirmer tranquillement que la pollution sous toutes ses formes ne cesse de reculer. On se demande bien comment, alors que les gros pollueurs tels que Rhône Poulenc et PUK ne sont jamais inquiétés, alors que le ministre passe sous silence des affaires comme celle de Grenoble (cf article ci-contre). Ansquer par contre se lance dans les gadgets : des «agences» sont créées (agence de l'air, des déchets etc) chargées de «faire l'information» mais rien de plus, comme si la pollution n'était pas assez visible pour les travailleurs ! Des mesures d'importance vont être prises enfin pour lutter contre le bruit... des tondeuses à gazon.

Comme pour le logement, seule la lutte peut faire reculer les pollueurs !

Claude ANCHER



MARAIS : DES ARCHITECTES SOLIDAIRES DES HABITANTS

Dans un communiqué, des architectes et enseignants des Beaux-Arts et de l'École spéciale d'Architecture se déclarent solidaires des habitants du Marais, réunis dans leurs comités, et plus particulièrement de ceux qui, aujourd'hui, s'opposent aux expulsions dans les îlots St Paul et du Quai de l'Hôtel de Ville.

- affirment que face à la restauration prétextée par la RIVP pour réaliser son opération immobilière, la revendication des habitants de réfection légère groupée est non seulement légitime, mais techniquement fondée.

- considèrent que l'aspect dégradé de certaines façades ou des parties communes, ou d'une partie des toitures ne traduit en aucun cas un état d'insalubrité ou de dangerosité justifiant des interventions lourdes, normatives, qui déplacent la population dans son ensemble, chassant la majorité des habitants à la périphérie.

- affirment qu'à l'inverse du type de réhabilitation pratiquée jusqu'à maintenant, il est temps de mener des études et des réalisations du point de vue des habitants, point de vue exprimé au travers de leurs revendications, en assurant le respect des installations apportées par eux-mêmes à ces logements, le respect de la vie sociale qu'ils y ont développée, enfin le respect du caractère interne de ces immeubles et pas seulement de leur façade.

Les signatures de soutien sont à envoyer à l'adresse suivante :

INTER-COMITÉS DU MARAIS
7, rue des lions StPaul
75004 PARIS

Le procès de Willoquet s'est ouvert hier

Le long procès (il doit durer jusqu'au 31 mars) de Jean-Charles Willoquet s'est ouvert au Palais de justice de Paris. Dans un premier temps, il sera jugé avec huit complices pour 21 agressions à main armée commises d'avril 1973 à juin 1974.

Puis seul avec sa femme il devra répondre de son évasion spectaculaire du palais de justice en juillet 1975. Déguisée en avocate, sa femme avait brandi une grenade dégoupillée. Willoquet et sa femme s'étaient enfuis en prenant deux otages, le président Cozette et son substitut auxquels le gangster passa... les menottes. Quelques mois plus tard (le 1er décembre 1975), Willoquet était arrêté à Paris.

Pollution radioactive dans l'Isère
INCULPATION DE RESPONSABLES DU CENG

En novembre 1975, à la suite de la pollution de la nappe phréatique de l'Isère, des associations écologiques de Grenoble portèrent plainte. Le rapport des experts établit que «les installations du Centre d'Etudes Nucléaires de Grenoble et de l'Institut Laue et Langevin (réacteur expérimental franco-allemand) sont à l'origine» de cette pollution (9 fois supérieure aux normes).

Comme le demandaient les associations, les deux responsables du CENG ont été inculpés.

INTERNATIONAL

Grande Bretagne

BRITISH LEYLAND: LES 3 000 OUTILLEURS MENACES DE LICENCIEMENT

En grève depuis le 18 février, les outilleurs de la British Leyland poursuivent leur mouvement pour leurs revendications salariales. Ouvriers très qualifiés, leur salaire , à la suite d'accords divers conclus entre les directions syndicales, les patrons et l'Etat, a été ramené au niveau de celui d'un ouvrier non qualifié débutant. 36 000 ouvriers du même groupe ont été lock-outés, et 86 000 ouvriers des usines de sous traitance pourraient être mis au chômage technique d'ici peu.

Montage sur les chaînes de la British Leyland

Le mouvement des outilleurs de la British Leyland se déroule en dehor des structures syndicales, et contre elles. Il est mené par les «shop stewarts» (délégués d'ateliers), qui ont la confiance des ouvriers, élus directement par eux pour les représenter et qui travaillent comme n'importe lequel d'entre eux.

CONTRE LA BAISSE DU SALAIRE RÉEL

Leur action s'oppose à la politique du contrat social, mis en place par le gouvernement travailliste en 1975, et soutenu par les directions syndicales, qui prévoit une augmentation des salaires limitée à 6 livres de hausse pour la première année, et 4,5 livres pour la deuxième phase qui s'achève au mois d'août. Chiffres dérisoires lorsqu'on sait qu'un manœuvre débutant gagne 63 livres par semaine. De ce fait la lutte des travailleurs de la British Leyland fait l'unanimité de la bourgeoisie contre elle.

Les patrons et l'Etat ne veulent céder de peur de créer un précédent qui remettrait en cause toute leur politique salariale, les directions syndicales ne peuvent les soutenir, eux qui adhèrent au plan gouvernemental de blocage des salaires au nom du sauvetage de l'économie nationale.

Hugh Scanlon, président du syndicat des ouvriers de l'industrie mécanique a été clair : pas de soutien aux grévistes ! Dans une conférence de presse tenue avec Lowry, chef du personnel de la Britsh, il l'a assuré de son soutien aux menaces que la direction a fait planer sur les grévistes : lundi les usines seront réouvertes, si les outilleurs ne sont pas à leur poste, ils seront licenciés ! Après quoi le syndicat a publié un communiqué assurant que celui-ci s'engageait à ne pas défendre les licenciés.

SOLIDARITÉ AUTOUR DE LEYLAND

A toutes ces menaces, Roy Fraser, un des dirigeants du mouvement a immédiatement lancé un appel à la solidarité. Les outilleurs de Ford ont déjà fait savoir qu'ils feraient une grève de solidarité, ceux de Rolls Royce qu'ils assureraient une solidarité financière...

Pourtant cette lutte des outilleurs connait des limites dues au premier chef à la division entretenue par les syndicats entre les différentes catégories de travailleurs. Chaque qualification a sa propre organisation syndicale ce qui aboutit à plusieurs syndicats pour une même entreprise, d'où le développement de luttes catégorielles qui ont beaucoup de difficultés à déboucher sur une riposte d'ensemble de toute la classe ouvrière face au plan d'austérité de la bourgeoisie, soutenu par les directions syndicales réformistes.

Etats Unis

Le gouvernement US se rallie aux propositions du Tiers Monde

LA RECULADE ET LA MANOEUVRE

Le gouvernement américain a avisé les Nations Unies que les Etats Unis étaient prêts à discuter d'arrangements financiers pour constituer un fonds commun de régulation des cours des matières premières. La décision aurait été prise après une intense discussion au sein des conseillers de Carter en matière de politique économique.

Cette décision représente une modification importante dans l'attitude américaine en face du Tiers Monde : lors de la conférence de Nairobi, les Etats Unis s'étaient fait battre en s'opposant à ce projet proposé par les pays du Tiers Monde afin de garantir leurs ressources. Selon le projet des pays du Tiers Monde ce fonds devrait disposer de trois milliards de dollars pour financer les stocks régulateurs de douze matières premières.

«Pour le moment c'est une boite vide» a déclaré à propos de la décision américaine un responsable du département d'Etat. En d'autres termes, les Etats Unis n'ont pas encore défini de quelle façon ils allaient tenter de détourner à leur profit le projet du Tiers Monde.

La décision américaine est d'abord une tentative américaine pour limiter les contradictions les plus éclatantes entre les USA et le Tiers Monde. La confrontation sur la question des fonds de régularisation avait conduit à la rupture de la conférence Nord Sud à Paris, par la riposte unie des pays du Tiers Monde face aux exigences américaines. Ainsi la décision de Carter est d'abord une reculade ; c'est la reconnaissance quasi-officielle que les Etats Unis ne peuvent plus prétendre imposer leurs solutions. C'est ensuite une manœuvre, dont le premier objet est d'amadouer les pays du Tiers Monde, d'endormir leur vigilance. La manière dont les Etats Unis tenteront de donner un contenu à cette *«boite vide»* et les conditions dont ils tenteront d'assortir leur participation au fonds commun, montreront les contours de la tentative réelle.

Portugal

36 officiers dont Otelo jugés sur plaintes des tueurs de la PIDE

32 officiers de l'armée de terre et 4 officiers de marine ont été déférés mardi devant les conseils supérieurs de discipline de leur arme. Ils sont accusés par d'anciens agents de la PIDE, d'avoir exercé «des actes illégaux ou des sévices» contre des assassins et tortionnaires de la police de Salazar, avant le coup d'Etat réactionnaire du 25 novembre.

Au premier rang des accusés se trouve Otelo de Carvalho, et aussi l'ancien chef d'etat major du COPCON, les anciens commandants d'unités progressistes comme le Ralis, la police militaire de Lisbonne, des responsables des commandos d'Amadora, et l'amiral Rosa Coutinho, haut commissaire en Angola du 25 avril à l'indépendance. Ils risquent d'être renvoyés de l'armée pour «incapacité professionnelle et morale».

Tchecoslovaquie

Un millier de personnes aux obsèques de Patocka

Des barrages routiers avaient été installés sur la route qui menait au lieu des obsèques de Jan Patocka à Prague. Le porte parole du mouvement «Charte 77» était mort à la suite d'une attaque dont il fut atteint après avoir été interrogé pendant onze heures dans les locaux de la police.

Toutes les voitures étaient vérifiées, des policiers en civil patrouillaient. Malgré cela, un millier de personnes ont suivi la cérémonie au cimetière Brevnov de Prague. Au moins trois personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles Milan Huebl, à ce moment là. Deux jeunes ont également été arrêtés. Ce déploiement policier coïncide avec une recrudescence de la répression contre les signataires de la Charte 77. Jerousova, Libouse Silhanova, et Petr Uhl, tous trois signataires de la Charte avaient été arrêtés dans les jours précédant les obsèques.

Zaïre

DES LIVRAISONS D'ARMES NOMBREUSES

Le front s'étendrait sur 70 kilomètres

Le gouvernement belge a à son tour envoyé des armes au Zaïre : deux avions chargés d'armes individuelles ont décollé de Bruxelles après que les USA aient livré également deux avions chargés d'armes à Kinshasa. Le gouvernement français a promis de répondre rapidement à la demande du gouvernement zaïrois d'aide militaire urgente. 17 Mirage ont été vendus et six doivent être livrés en urgence.

Si l'implication des pays occidentaux est de plus en plus marquée, la situation paraît s'aggraver au Zaïre, dont la province sud est théâtre de combats très violents. Le gouvernement zaïrois annonce que ses troupes combattent sur un front de 70 kilomètres, tandis que le gouvernement américiain assure que les *«rapports montrent que les combats se déroulent au-delà des villes occupées la semaine dernière».*

Cyrus Vance a laissé entendre que les États-Unis pourraient intervenir encore plus ; la province de Shaba, ex-Katanga abrite les riches mines de cuivre du Zaïre, et les combats se déroulent au cœur de la zone minière. *«Ce serait un coup sévère pour le Zaïre si les mines étaient touchées».*

Les forces qui participent aux combats sont formées des anciens gendarmes katangais qui sont basés en Angola après avoir combattu avec le MPLA. Selon l'agence de presse zaïroise, ils seraient 5 000 *«encadrés par des spécialistes d'outre-atlantique et armés de roquettes et de missiles à longue portée»*, des armes identiques *«à celles utilisées par la coalition russo-cubaine qui a aidé le MPLA en Angola».* De chaque côté, une intervention massive des États-Unis et de l'URSS fait planer une menace de plus en plus grave.

Irlande

Qui rit vendredi...

La semaine dernière, la BBC projetait un reportage réalisé en Irlande du Nord, reportage dans lequel un membre des R.U.C., police composée de loyalistes, aura pu expliquer ses activités contre les républicains. Toujours est-il qu'il aurait mieux fait de se taire car l'I.R.A. Provisoire l'a abattu dimanche.

Certains disent que c'est de la faute de la BBC : va-t-on vers une censure totale de ce qui se passe dans le territoire occupé ?

, Lundi, un collaborateur de l'impérialisme britannique a été abattu, mardi c'est un UDR (militaires réservistes) qui a connu le même sort alors que deux de ses collègues étaient grièvement blessés.

Après une entrevue avec le ministère britannique de la défense, Roy Masson, secrétaire d'état à l'Irlande occupée a décidé de fournir des carabines M1 américaines dont ils pourront se servir de leurs blindés. De plus, il a déclaré qu'il allait considérer les demandes des loyalistes concenant «une lutte plus rapide contre le terrorisme» et...l'envoi de troupes supplémentaires...

INTERNATIONAL

EMOUVANTES OBSÈQUES DE JOUMBLATT

COLERE AU LIBAN

La douleur et la colère d'un peuple

Toute la ville de Beyrouth était en grève jeudi en signe de deuil, à l'appel du mouvement national libanais. C'est à Mokhtara, au cœur de la montagne dont il était originaire, que Kamal Joumblatt a été enterré hier. Descendus de leurs villages dans des camions surchargés, ses compatriotes de la région du Chouk formaient le gros des 100 000 personnes au moins qui ont accouru de tout le Liban pour assister à ses obsèques. Pendant toute la journée, les longues files de voitures bloquaient les routes d'accès. Dans la vieille demeure du 16e siècle qu'il habitait, une haie d'honneur composée de guerriers druzes rendaient les honneurs au grand patriote libanais.

Dans son allocution, le fils de Kamal Joumblatt, Walid devait demander solennellement que le 16 mars, date de son assassinat soit proclamé journée de l'Unité Nationale Libanaise.

Si la mort de Joumblatt profite à quelqu'un en effet, c'est bien à ceux qui n'ont cessé de conspirer contre l'Unité Nationale Libanaise. Déjà de nouveaux affrontements se sont produits toute la journée d'hier dans la capitale. Selon le gouvernement, 68 personnes seraient mortes au cours d'attentats mis sur le compte de représailles contre les fascistes. Pourtant, on peut encore s'interroger sur l'identité exacte des commanditaires de l'attentat contre Joumblatt.

Raymond Eddé, dirigeant chrétien qui a toujours lutté pour cette unité a déclaré : *«Je ne peux que déplorer le lâche assassinat dont il vient d'être victime... à quelques centaines de mètres d'un barrage de l'armée syrienne. Le fait que les assassins n'aient pas été arrêtés laisse peser de graves soupçons et même des présomptions... Les autorités syriennes ont déclaré plus d'une fois qu'elles allaient réduire Kamal Joumblatt «à sa plus simple expression». Maintenant c'est fait».*

Dans le même sens, un représentant de la gauche égyptienne, observateur au Conseil National Palestinien a pu dire : *«La balle qui a tué Joumblatt a démasqué la force de dissuasion arabe. Qui donc cette force dissuade-t-elle et qui protège-t-elle ?»* L'embarras du chef de la Saïka —armée par la Syrie— qui attribue le crime à des dissensions entre kurdes prêche dans le même sens.

Mais il n'est pas certain que cet attentat serve réellement les intérêts du gouvernement de Assad au moment où la pression sioniste s'accentue dans le Sud-Liban. Ne va-t-il pas plus dans le sens des isolationnistes libanais qui chercheraient par là à contrecarrer la formation d'une nouvelle unité arabe. Unité qui ne peut que s'imposer de plus en plus au gouvernement syrien dont les plans de capitulation sont de plus en plus voués à l'échec par l'intransigeance même des expansionnistes israéliens.

Palestine occupée
200 nouveaux prisonniers en grève de la faim

Deux cents prisonniers palestiniens de la prison de Ramallah en Cisjordanie ont commencé, lundi, une grève de la faim. Avec leurs trente sept camarades prisonniers d'Achkelon, dont ils se sont déclarés solidaires et qui luttent depuis plus de quinze jours, ils réclament le statut de prisonniers de guerre.

RÉACTIONS

«NOTRE RÉSOLUTION NE FAIBLIRA PAS»

(Arafat)

AU CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN : La direction de la Résistance Palestinienne a aussitôt stoppé les travaux, et ouvert une séance publique au cours de laquelle Yasser Arafat a déclaré avec une profonde émotion : *«Nous voyons maintenant que le temps des assassinats a commencé. Faute d'avoir pu liquider la Résistance Palestinienne et le Mouvement National Libanais, on cherche maintenant à liquider ses symboles, mais notre résolution ne faiblira pas».*

A BEYROUTH : Les partis progressistes ont lancé un mot d'ordre de grève générale et rendu hommage au *«héros du Liban, de la Résistance Palestinienne et du Mouvement de Libération Arabe».* Devant la maison de Joumblatt à Beyrouth, les gens se rassemblaient tandis qu'arrivaient les milices du parti socialiste progressiste dont il était le leader.

DANS LE CHOUF, pays de Joumblatt, la colère grondait. A Moukhtara devant la demeure historique des Joumblatt, les gens affluaient et venaient se mettre à la disposition du fils de Joumblatt, Walid.

GEMAYEL, CHEF DES PHALANGES a affirmé que ce crime avait été commis *«par des éléments corrompus qui veulent diviser le Liban».* Chamoun, dont les bases se trouvent à proximité du lieu de l'assassinat aurait également exprimé sa condamnation.

Celui-ci dans un message télévisé appelait au calme, *«Mon père n'aurait pas souhaité que des innocents paient cette dette de sang».*

LE GOUVERNEMENT LIBANAIS a convoqué immédiatement un conseil des ministres extraordinaire au cours duquel Sarkis a exprimé *«sa profonde douleur et dénoncé»* sévèrement ce crime odieux.

LE GOUVERNEMENT SYRIEN a dénoncé le crime, mais le chef de la Saïka a affirmé que c'était un règlement de compte entre Druzes et que cela n'aurait pas de conséquences. Les troupes d'occupation syriennes dans le Chouf sont en état d'alerte.

Le plan Carter pour le Moyen-Orient

IMPOSER LA RECONNAISSANCE D'ISRAËL

«Les Etats-Unis peuvent proposer leurs bons offices aux Arabes et Israëliens afin qu'ils puissent rejoindre la table de conférence d'ici la fin de l'année peut-être. Cela dit, il y a des conditions : il faut bien sûr que les palestiniens disposent d'une patrie eux qui ont tant souffert pendant tant et tant d'années il faut aussi bien sûr que des frontières permanentes et sûres soient reconnues à l'Etat juif et que personne ne dispute à Israël le droit d'exister». Ainsi s'est exprimé Carter dans une intervention jeudi à Washington. L'ensemble du plan américain est maintenant clairement exprimé.

D'un côté Carter reprend lors du voyage de Rabin, le premier ministre israëlien, l'expression israélienne de «frontière défendable» et jusitifie ainsi de nouvelles annexions, de l'autre il affirme que les palestiniens doivent «avoir une patrie». Les Palestiniens en ont une : la Palestine et toutes les souffrances qu'ils ont connues viennent de ce qu'elle a été usurpée, que leurs terres ont été volées par la volonté des USA et tout le projet de Carter est de leur faire accepter définitivement de l'avoir perdue. Quelle patrie leur offre-t-il sinon complètement étouffée par les forces israéliennes et le royaume jordanien petite portion de la Cisjordanie et Gaza ? En contre partie ils devraient accepter de reconnaitre Israël.

Le projet de Carter passe par l'abandon de la part du peuple palestinien de toute lutte de libération. Il passe par la liquidation de la Résistance Palestinienne, qui, réunie au Caire, vient de réaffirmer son refus de reconnaitre l'occupation de son territoire, et d'abandonner la lutte.

En fait, le projet de règlement de Carter, c'est à terme la guerre, pour tenter une nouvelle fois d'étouffer la Résistance palestinienne, la guerre contre les pays arabes pour imposer la reconnaissance de l'Etat d'Israël dans des «frontières défendables».

G. CARRAT

Italie :

DES DISSENSIONS AU SEIN DU PCI

Selon les participants du Comité Central du PCI, certaines divergences d'appréciation sur l'attitude à avoir à l'égard du mouvement étudiant se sont faites jour. *«Le mouvement ouvrier doit considérer l'extrémisme comme son ennemi principal afin de l'isoler et de le battre définitivement»* a déclaré Amendola. *«Des fractions importantes de la jeunesse regardent (le mouvement étudiant) avec sympathie ou tolérance... Notre position doit être la plus claire possible, nous ne sommes pas au gouvernement et nous ne sommes pas non plus le gouvernement. Et nous pensons même que ce gouvernement ne répond pas aux besoins du pays.*

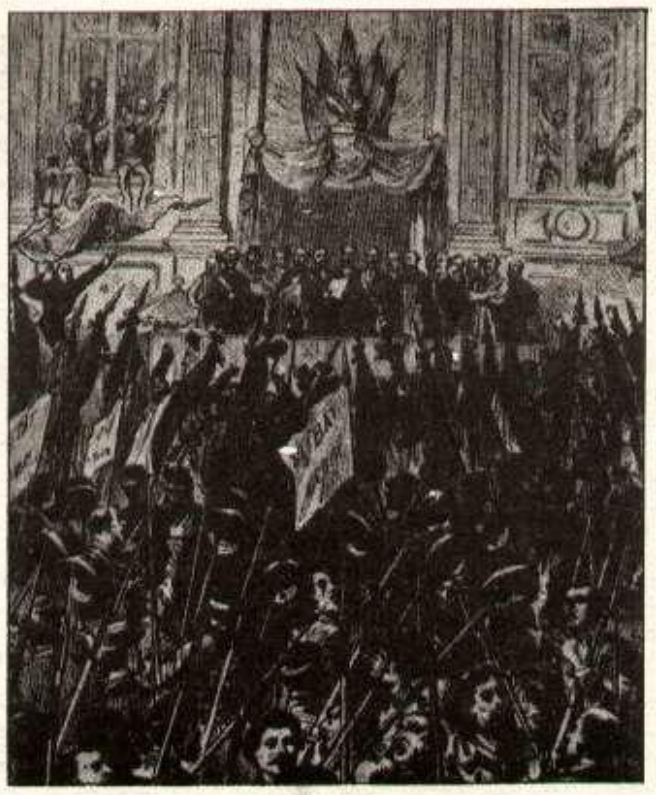
Les idées du socialisme ne doivent pas être laissées à la démagogie extrémiste ou au radicalisme des groupes», a rétorqué Pajetta, dans une ambiance qualifiée de tendue par les membres du CC. De son côté, Libertini affirmait : *«Le gouvernement de l'abstention ne doit pas être pour nous le gouvernement de l'attente, mais le terrain d'une grande bataille politique et sociale».* Le CC envisage donc la possibilité de se servir de la situation difficile où se trouve le gouvernement pour exiger une place dans le gouvernement, et de cesser le soutien à Andréotti. A l'égard des masses, les moins hystériques envisagent une démagogie plus développée. En se rapprochant du pouvoir, le PCI se trouve lui-même dans une situation de plus en plus difficile, sa cohésion interne secouée par le caractère aigu des contradictions.

PHILIPPINES : RÉFÉRENDUM REPOUSSÉ

Le président Marcos a annoncé que le référendum prévu dans les régions du sud des Philippines pour le 17 mars était repoussé au 21 avril. C'est la 3e fois que le référendum prévu à l'origine le 21 février, est repoussé, en raison de l'impasse dans laquelle sont les négociations qui se déroulent en Libye entre les représentants des minorités musulmanes du sud regroupées dans le Front National de Libération et des représentants du gouvernement philippin.

18 mars 1871

La Commune de Paris l'expérience d'une société nouvelle



Par Camille NOËL

Le 18 mars 1871, le peuple de Paris chassait Thiers et récupérait les canons défendant Paris, que la bourgeoisie voulait lui prendre. Il peut sembler paradoxal de célébrer chaque année cet évènement qui a maintenant plus d'un siècle. N'est-ce pas Marx lui-même qui écrivait :

«*La révolution sociale ne peut commencer avec elle-même avant d'avoir liquidé complètement toute superstition à l'égard du passé. Les révolutions antérieures avaient besoin de réminiscences historiques pour se dissimuler à elles-mêmes leur propre contenu. La révolution doit laisser les morts enterrer leurs morts pour réaliser son propre objet. Autrefois, la phrase débordait le contenu, maintenant, c'est le contenu qui déborde la phrase*». Alors, reparler du 18 mars 1871 quand ce qui est à l'ordre du jour, c'est la révolution dans une métropole impérialiste du dernier quart du XXe siècle, n'est-ce pas refaire ce qu'ont fait toutes les tentatives révolutionnaires du prolétariat de France . «*La tradition de toutes les générations mortes pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants. Et au moment précis où ils paraissent occupés à se transformer eux-mêmes et à bouleverser le monde, à créer du jamais vu, aux époques de crise révolutionnaire, ils appellent anxieusement à leur aide les esprits du passé*». La révolution en France se fera selon des modalités nouvelles et ne sera pas la simple répétition d'une insurrection liée à un âge historiquement dépassé du capitalisme, depuis que celui-ci s'est fait impérialisme. Pourquoi, dès lors, célébrer le 18 mars 1871 ?

Parce que la Commune de Paris fut, pour le prolétariat français, une rupture et une innovation : innovation la Commune le fut, comme le premier gouvernement de la classe ouvrière ; rupture, elle l'était aussi, en mourant de n'avoir pu doter au préalable, la classe ouvrière de son parti révolutionnaire. Le Parti pour réaliser la dictature du prolétariat, nécessités historiques révélées par la Commune de Paris et qui sont des nécessités du temps présent.

«La destruction de l'État, condition de toute révolution sociale»

L'innovation, pour la Commune de Paris, fut la vérification pratique des leçons que Marx tirait du régime bonapartiste, quelques années avant la Commune . «*Le prochain assaut révolutionnaire en France doit s'attacher non plus à faire passer la machine bureaucratique militaire en d'autres mains comme cela a été le cas jusqu'ici, mais à la détruire, et c'est là la condition de toute révolution populaire réelle sur le continent*». Parce qu'il s'agissait du gouvernement de la classe ouvrière, la Commune a pu abolir l'armée et le fonctionnarisme d'Etat, c'est-à-dire envisager le processus du dépérissement de l'État bourgeois.

Face à l'armée de la classe bourgeoise, la Commune constitue, avec les bataillons ouvriers, la Garde Nationale,qui devint une milice populaire armée, dont les chefs étaient élus au prorata des bataillons de chaque arrondissement.

Mais l'armée n'est pas tout. L'Etat en place est l'expression concentrée de la violence de la dictature bourgeoise. L'organisation d'un nouveau pouvoir qui serait, à lui-seul, l'émanation directe du peuple de Paris s'impose. Pour ce faire, l'élection fut étendue à toutes les fonctions administratives et politiques, en sorte que, toujours sous le contrôle des masses qui désignaient elles-mêmes les candidats, les agents du pouvoir central, élus et révocables à tout instant, éxécutèrent réellement les décisions populaires.

Dans le même temps, l'appareil administratif —qui existe, car il faut bien assurer, à la ville libre mais assiégée, la défense, le ravitaillement et la sécurité— est investi par les masses qui répartissent les grandes charges en dix Commissions de Travailleurs, chacune sous la responsabilité d'un membre de la Commune (élue le 26 mars dans chaque arrondissement). Cette dernière prend en charge, à son tour, les entreprises de ravitaillement ou les fabriques de guerre, et les entreprises qui ne relèvent pas de son contrôle direct seront placées sous la responsabilité des «Associations Ouvrières de Production», créées le 16 avril. Ces Associations quand elles le purent, prirent en main les usines, supprimant les punitions, (retenues sur salaire, etc) versant l'intégralité des salaires, remplaçant les patrons qui fuyaient à Versailles.

L'initiative populaire qui s'est partout exprimée, reflétait en elle-même, les divers courants idéologiques qui influençaient le peuple ouvrier de Paris : proudhonisme, anarchisme, etc., là est l'origine des hésitations de la Commune à réorganiser une justice réellement punitive pour les exploiteurs, à tirer profit du gage extraordinaire que constituait l'encaisse-or de la Banque de France, voire même à marcher sur Versailles dans les derniers jours de mars, avant que la réaction ne s'y organise. La Commune en est morte. Mais, sans les quelques journées de liberté révolutionnaire du peuple de Paris au printemps 1871, il n'aurait pas pu être démontré, comme Lénine l'a fait dans «L'État et la Révolution», que tout renforcement de la dictature du prolétariat qui doit viser à ce que «*les masses elles-mêmes contrôlent toutes les affaires de l'État et apprennent à administrer elles-mêmes*», passe inéluctablement, comme sous la Commune de 1871, par le dépérissement de l'appareil d'État.

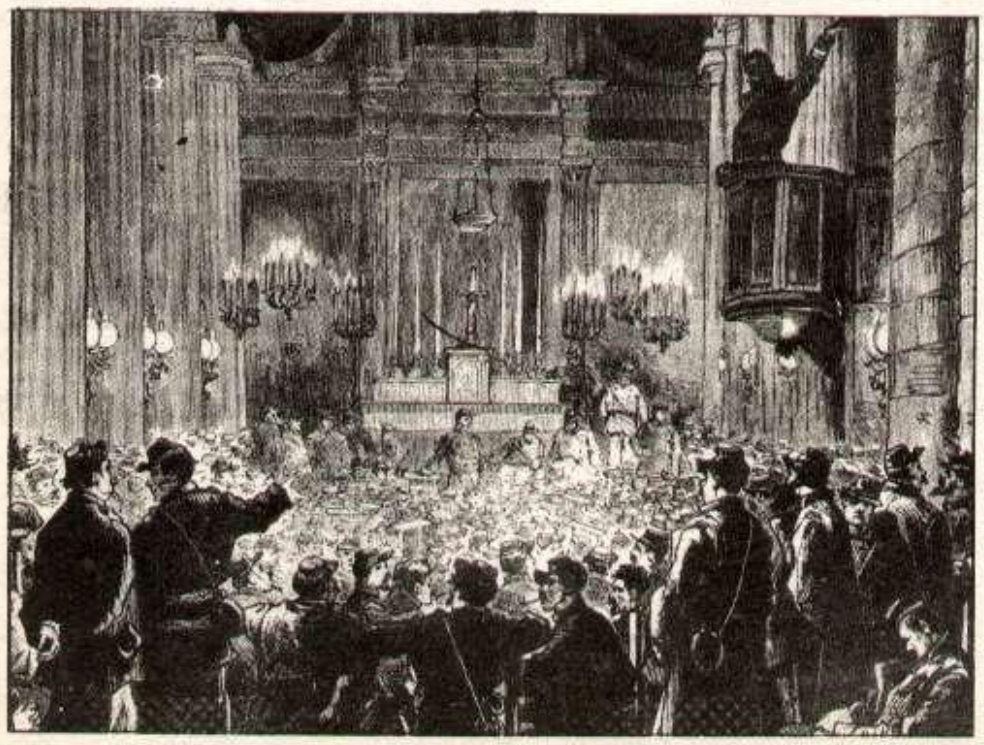
«Procéder méthodiquement à l'organisation de classe du prolétariat»

Innovation, la Commune n'en fut pas moins un échec. Et cet échec a introduit dans l'histoire du mouvement ouvrier français et international, une rupture définitive. Marx avait indiqué dans le «Manifeste» les étapes du processus historique et politique de la révolution prolétarienne : avec le développement du mode de production capitaliste, la classe ouvrière se développe d'abord au point de former, du simple fait de sa place dans les rapports de production, une classe, même si les ouvriers n'ont pas encore une réelle identité d'action spécifique. Cette conscience de classe n'apparait qu'avec la formation de l'organisation politique de la classe ouvrière (c'est la deuxième étape) : le parti communiste, qui défend les intérêts communs de la classe ouvrière et lutte pour l'abolition des classes.

Enfin, par son existence même, ce parti communiste aiguise les contradictions antagoniques avec la bourgeoisie et fait en sorte que le peuple renverse la dictature de cette classe.

Or, comme le remarquaient Marx et Engels, tout au long du XIXe siècle, le prolétariat français n'a pas réellement assumé la tâche historique de se constituer d'abord en parti historique formel (c'est-à-dire en une organisation politique forte, cohérente, disciplinée et liée aux masses dont elle serait l'émanation politique et idéologique) ; mais il a toujours cherché au contraire à s'ériger immédiatement en classe dominante (c'est tout le sens des premières heures des mouvements révolutionnaires, quand les ouvriers marchent sur l'Hôtel de Ville et débattent seulement —alors— de leurs contradictions idéologiques). On comprend pourquoi à la veille de la Commune, Marx écrira : «*la classe ouvrière française se trouve placée dans des circonstances extrêmement difficiles. Toute tentative de renverser le nouveau gouvernement quand l'ennemi frappe presque aux portes de Paris serait une folie désespérée. Les ouvriers français n'ont pas à recommencer le passé, mais à édifier l'avenir. Que calmement et résolument ils profitent de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe. Cela les dotera d'une vigueur nouvelle, de forces herculéennes... pour notre tâche commune, l'émancipation du travail*». Mais, quand les Communards vont se lancer dans la révolution, Marx, pas un seul instant ne va leur ménager son soutien : les forces politiques prolétariennes dominaient la Commune, même si les idéologies petites-bourgeoises pesaient largement sur elles. La rupture vint après l'échec de la Commune, quand l'organisation de la classe ouvrière en parti s'avéra au prolétariat français comme une nécessité historique. Lénine dira : «*A certains moments de l'histoire, une lutte désespérée des masses, même pour une cause perdue d'avance, est indispensable pour l'éducation ultérieure de ces masses elles-mêmes, pour les préparer à la lutte future*».

Célébrer la Commune de Paris, ça veut dire rendre vivant ses enseignements pour notre révolution qui sera l'œuvre des prolétaires, guidés par leur parti et qui brisera l'État de la bourgeoisie, réalisant la condition préalable tout exercice réel du pouvoir des ouvriers et des paysans. Comme Marx écrivait . «*Le Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle*».

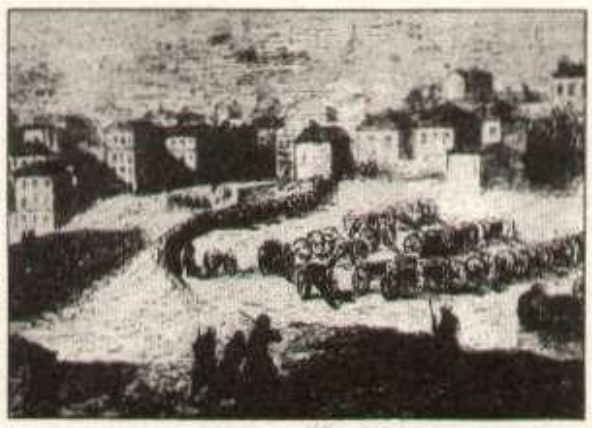


La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Samedi 18 mars

Les canons de Montmartre



«Les Capitulards», Thiers en tête, se hâtent de signer un armistice avec la Prusse le 28 janvier. Des élections bâclées, dans un pays à demi-occupé par l'ennemi, amènent à l'Assemblée Nationale une majorité de «ruraux» réactionnaires.

La paix est signée le 1er mars.

Mais Paris restait la grande menace pour l'ordre bourgeois que Thiers «le nabot monstrueux», comme l'appelle Marx, était chargé de restaurer.

Des centaines de milliers de fusils étaient encore aux mains de la Garde Nationale, composée en majeure partie de travailleurs.

Des centaines de canons, groupés, menaçants sur les hauteurs, aux Buttes Chaumont à Belleville, à Montmartre. Ces canons que les Parisiens avaient achetés de leurs deniers, pour défendre la ville de l'ennemi prussien.

Thiers décide alors de jouer de la surprise : le 17 mars, il fait jeter en prison l'un des «meneurs» les plus dangereux, Auguste Blanqui, et dans la nuit du 17 au 18, les troupes versaillaises se glissent dans Paris pour reprendre les fameux canons.

Mais l'effet de surprise rate: les canons sont repris par les masses parisiennes.

D'autant qu'il se produit un événement très important, et que Thiers n'avait point comptabilisé dans ses calculs. Une partie de l'armée versaillaise refuse de suivre des généraux qui déjà avaient commandé la répression contre les travailleurs en juin 48.

Et comme le montre le dessin ci-dessous, des soldats versaillais fraternisent avec les «blouses».

Les généraux, Vinoy en tête, ne demandent pas leur reste d'ailleurs ; ils fuient sous les huées et les menaces, se replient hativement du côté de Versailles.

DANS NOTRE COURRIER

Besançon

Premier bilan de la semaine «Chant Libre»

L'association «Masques» organisait du 2 au 6 mars, une semaine de «chant libre». Son but : présenter dans un temps très limité des dizaines de chanteurs et de groupes professionnels et amateurs peu connus pour s'interroger sur une chanson qui refuserait le show-business et aurait «ses racines dans la vie», susciter une animation, des confrontations, des prises de conscience, permettre la réalisation d'un centre régional de la culture populaire.

Qu'en a-t-il été ?

LE POINT DE VUE DES ORGANISATEURS :

Il y a eut beaucoup de monde : 3 000 personnes, des animations réussies dans de nombreux lieux culturels ou des Foyers de Jeunes Travailleurs et une grande variété de genres. Des contradictions intéressantes apparurent entre certains groupes d'idéologie différente, ou certains groupes et le public, se soldant par le départ des chanteurs plus réactionnaires. Le souci de liaison avec les travailleurs en lutte s'est traduit par des interventions au micro des travailleurs de LIP, du CAT, de la Rodhia. Les travailleurs du CAT ont pu exposer leurs produits dans le hall d'entrée. Un groupe de musiciens a participé aux deux demi-journées sur le chômage en accompagnant musicalement les travailleurs, dans la rue piétonne. Un autre groupe a rencontré dans le CAT occupé les travailleurs handicapés.

LE POINT DE VUE DES TRAVAILLEURS

Ceci dit, assez peu de travailleurs ont suivi cette semaine non-stop. Le public était principalement celui de la petite bourgeoisie et des marginaux. Les groupes s'ils avaient des qualités de présence et de technique ont fait des discours encore trop différents où l'individualisme et la non-violence dominaient pour que projet initial («voir ce que peut être une chanson enracinée dans la vie») se précise beaucoup.

Du point de vue de la région, des dizaines de chanteurs se sont produits mais un bilan qualitatif reste à faire sérieusement.

Il reste donc maintenant pour «Masques» à mieux dessiner les contours d'une action future qui a des aspects progressistes indéniables, mais encore flous.

ONT PARTICIPÉ A CETTE SEMAINE, GROUPES ET CHANTEURS SUIVANTS :

Jean Max Brua, Jacques Bertin, Yvans et Danon, le Worshop de Lyon, Jules Beaucarne, Claire, Filles Elbaz, Marvelous Band, Ricet Barrier, Roger Cunéo, Free Expérience, Bernard Lavilliers, Jean Vasea, Maurice Benin, Toto Brissainthe, Yvan Dautin, Confluence, J.E. Deschamps, H.F. Thiefaine, etc.

Corr. Besançon

ABONNEZ-VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

1 AN 300 F

Nom.....
Prénom.....
Adresse .....
.....
.....

Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois .....
en trois fois (échelonné sur trois mois).....

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

GRANDE FÊTE À L'OCCASION DU NOUVEL AN IRANIEN «NOW ROUZ»

- Chansons folkloriques iraniennes
- Chants révolutionnaires et patriotiques iraniens
- Chants et danses du peuple kurde
- Pantomime
- Groupe Musique Arabe. Musique du Chili.
- Spécialités iraniennes.

Samedi 19 mars a 20 h 30
Eglise Bon Pasteur, 179 rue de Charonne M° A. Dumas
Entrée 10 F

4 h POUR LA TUNISIE ET POUR L'AMNISTIE

Le régime réactionnaire du Parti Unique Destourien s'apprête à fêter ses 21 ans le 20 mars 1977, dans une atmosphère de crise politique et économique.

Aidé par l'impérialisme français à prendre le pouvoir et s'y maintenir, en réprimant le mouvement national dans le sang, le régime destourien n'a cessé d'excercer son pouvoir absolu sur le Peuple de Tunisie, trahissant ses aspirations fondamentales à la liberté, à la Démocratie et à l'Indépendance Nationale (...)

Le peuple tunisien réagit à cette politique de répression et d'exploitation par des luttes de plus en plus âpres et décidées.

Les grèves et les manifestations touchent de plus en plus tous les secteurs de la vie économique et sociale. Dans ce contexte de lutte, les revendications démocratiques sont prises en charge par l'ensemble des couches populaires.

Les détenus politiques et leurs familles n'ont pas manqué de prendre part à ces luttes. Leur dernière grève de la faim, commencée le 9.3.77, pour une amnistie générale, témoigne de la volonté des prisonniers à lutter contre la poli ique répressive du régime. Ils sont aidés activement par leurs familles pour faire aboutir leurs revendications.

Acculé par les luttes dirigées contre ses options anti-populaires et anti-démocratiques, le régime croit pouvoir tromper les masses et récupérer leurs luttes en tenant un langage démagogique et pseudo-démocratique et en prêchant le «dialogue» et l'«ouverture démocratique», tout en réprimant sauvagement les noyaux les plus durs qui dirigent ces luttes : procès des mineurs de Jerissa, des lycéens de Jendouba, les manifestations ouvrières et estudiantines, du 24/2/77, sont sauvagement réprimées pour ne citer que les dernières luttes.

Pour manifester notre solidarité agissante, nous lançons un appel à l'opinion internationale à soutenir les victimes de la répression pour :

- Une amnistie générale, immédiate et inconditionnelle pour les prisonniers politiques en Tunisie
- Pour les libertés démocratiques et l'indépendance en Tunisie

SAMEDI 19 MARS
SALLE DE LA MUTUALITÉ A 20 HEURES

Organisées par les Comités d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie d'Europe
Avec le soutien CSP-UGET (Paris), Amel Tounsi
Mouvement de l'Unité populaire section Paris,
ULMLT (Echoola) et de HR, LCR, OCT, PSU, et PCRml.

SPORTS

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST
51e épisode

Père et fils n'eurent pas non plus de tête à tête sérieux. Tout en n'aimant pas discuter sa vie, ses espérances (il mentait ou déguisait ses sentiments pendant ces conversations), Etienne s'attachait au caractère intime de ces entretiens d'homme à homme. Jamais il n'oublierait, par exemple, ce moment passé sous la pluie dans un champ, à la veille de son entrée en pension. Son père lui semblait mystérieux, alors.

Vieljeu partit pour Rousset. Etienne chercha ailleurs ses héros. Il reprit ses vagabondages et continua à explorer le Vercors.

Le 13 juillet, Catillon l'emmena charger un lot de fayards abattus sur le plateau d'Arbenouse, au-dessus de la ferme. Ils partirent à cinq heures du matin et progressèrent pendant trois heures le long de la route qui va de La Rivière au Pas-des-Bouches. Les vaches tiraient deux haquets reliés ensemble par un timon, et dont les roues dépassaient l'épaule d'Etienne. Catillon avait troqué sa carabine pour l'aiguillon et marchait avec la solennité d'un promeneur du dimanche.

Sans être goudronnée, la route, assise sur des pierres, était assez solide pour le charroi des hêtres. Elle avançait sur neuf kilomètres, remontant toujours plus haut par de larges épingles à cheveux, frôlant des précipices bordés de ravins, où ne poussaient que des ronces et des sapins rabougris.

De la route, Etienne et Catillon voyaient La Chapelle-en-Vercors et les sommets dominant Vassieux. Ils devinaient, en bas, la Vernaison camouflée par les prés, les roches et les collines. La vallée baignait dans l'ombre.

Ils gagnèrent enfin une gorge donnant accès au plateau d'Arbenouse. De l'ombre, ils passèrent en pleine lumière, face au soleil dont les rayons glissaient à contre-jour sur le faîte des hêtres. Etienne crut découvrir un royaume : un royaume désert, sans villes et sans villages, à l'herbe profonde et dense, mer verte baignée de rosée et dont les hêtres, droits jusqu'à trente mètres, formaient la richesse. Ici, plus de ronces : un sous-bois dégagé, coupé d'un chemin se dirigeant vers le puits d'Arbenouse. La brume frôlait le gazon des clairières. A certains endroits apparaissait une terre brune, humide encore des fontes du printemps.

Etienne restait bouche bée. Le silence environnant l'impressionnait assez pour qu'il n'osât pas parler. Là où il avait cru trouver une végétation sauvage, s'étalait une forêt orchestrée ; la Forêt domaniale du Vercors.

Catillon l'épiait :

— C'est bien, pas vrai ? C'est grâce à ce bois que nous vivons !

Avec sûreté, le fermier guida ses vaches vers une pile de sept hêtres rangés en surplomb le long d'un talus. Il amena les haquets sous les troncs, libéra ses bêtes de leur joug et les laissa paître à l'aventure, comptant sur Médor pour les retrouver. Entre les haquets et le talus, il improvisa un pont avec des pieux équarris. S'aidant d'un levier, il fit basculer les hêtres un par un, jusqu'à ce qu'ils roulent d'eux-mêmes sur la voiture. Courant d'un côté à l'autre, donnant des coups de levier ici et là, Catillon fit son chargement. Il se jouait de ces hêtres morts et les rangeait avec autant de soin qu'un enfant range ses quilles.

Les mains dans les poches, Etienne l'observait. Il avait compris qu'il ne pouvait rien faire, sinon s'écarter pour ne pas gêner le fermier.

— Passe-moi les chaînes !

Deux chaînes, une à l'arrière, une à l'avant, vinrent souder le chargement.

— Tu sais pourquoi je t'ai fait venir ?

Catillon avait pris la musette du déjeuner et se dirigeait vers le puits d'Arbenouse :

— Je t'ai demandé de monter, parce que je n'aime pas faire ce travail tout seul. C'est traître, les arbres. Vaut mieux avoir quelqu'un en cas d'accident pour aller chercher du secours.

Etienne ne comprenait pas qu'il fallût une « bonne raison » pour venir dans un si bel endroit.

Ils s'assirent au soleil, le dos contre la cabane des bergers, devant le puits. Catillon déballa les provisions : un litre de vin, des oignons, un morceau de lard, une tome de chèvre et du pain. De sa musette, il sortit deux verres :

— J'ai apporté du bon vin du Rhône. On va quand même pas le boire au goulot comme des Parisiens !

Il mastiquait avec lenteur, buvait une rasade, tout en regardant la forêt :

— En temps de paix, on fait de bonnes parties ici ! L'hiver, on monte chasser le lièvre et le sanglier. On vient à ski. Il faudra que tu viennes, après les événements. Je t'emmènerai chasser.

(à suivre)

St-Étienne - Liverpool

UN BEAU MATCH

C'est avec beaucoup de déception que les 6 000 supporters de Saint Etienne qui avaient fait le voyage à Liverpool ont quitté le stade d'**Anfield Road. Les «Verts»**, en effet n'ont pas démérité, loin de là et le score de 3 à 1 ne reflète qu'imparfaitement la réalité d' 'n match assez équilibré ›s l'ensemble.

Dès la 2e minute, le match était lancé : un centre-tir de Keegan trompait Curkovic. Pas question alors pour l'ASSE de jouer un match ultra-défensif comme l'avait fait Liverpool au match aller. Malgré un forcing de Liverpool qui essayait de creuser l'écart, Saint-Etienne menait de belles actions : Rocheteau voyait un tir détourné en corner, Synaeghel de la tête inquiétait le gardien Clemence. Liverpool à son tour mettait Curkovic en danger par un tir de Callaghan. La défense de Liverpool connait ensuite quelques instants de flottement. La fin de la première mi-temps survient peu après que Keegan ait subi un tacle dangereux de Santini. Le jeu est assez dur mais on ne peut pas dire qu'il soit véritablement violent. Pendant ces 45 minutes, les deux équipes ont fourni jeu égal : Saint Etienne privé de Piazza construit son jeu par de nombreusos passes, ses avants ne sont pas isolés comme au match aller, Liverpool opère souvent par de longues passes à destination de la tête de Toshak. Mais la défense des «Verts» réussit souvent à mettre hors jeu les attaquants anglais.

En deuxième mi-temps, la balle continue à circuler rapidement d'un camp à l'autre. Rocheteau oblige Clemence à un arrêt en deux temps. Tout de suite après c'est Curkovic qui y est contraint. Mais à la 5e minute, Bathenay monte à l'avant et d'un beau tir des 25 m, il loge la balle dans le coin gauche des buts de Clemence.

On pense alors que Saint-Etienne a retrouvé ses chances de se qualifier pour la demi-finale. Liverpool semble un instant assommée par ce coup dur. Mais les «Rouges» se ressaisissent, tandis que Saint-Etienne sportivement ne cherche pas à casser le jeu, à «faire le béton». Et sur **une passe de Toshak**, Kennedy marque le deuxième but. Malgré tout, d'après les règles de la Coupe d'Europe, Saint-Etienne reste qualifiée. Liverpool fait le forcing ; Keegan manque de peu une belle occasion fournie par Toshak dont le jeu de tête est remarquable. Merchadier, blessé au visage, cède la place à Hervé Revelli, **cependant que Fairclough remplace Toshak.**

C'est le dernier quart d'heure. Liverpool accélère et obtient plusieurs corners. De la houle des 50 000 spectateurs anglais montent des chants d'encouragement. Pourtant sur un cafouillage de la défense de Liverpool, Rocheteau est bien près de marquer, mais il est gêné par le gardien. C'est alors que sur une **contre-attaque, Fairclough** résiste aux défenseurs stéphanois et bat de près Curkovic, à 7 minutes de la fin de la partie.

Saint-Etienne est éliminée, mais quel match passionnant !

Les autres équipes qualifiées pour les demi-finales sont : Kiev (qui a battu le Bavern de Munich, 2 à 0), **München- Gladbach et Zürich.**

Programme télé

VENDREDI 18 MARS

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 00 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Au théâtre ce soir : Bonne chance, Denis !
22 h 20 - Arcana : les musiques mécaniques
23 h 20 - TF 1 actualités

A 2

18 h 35 - Les histoires de l'histoire
18 h 45 - Flash information
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 30 - Fachoda (3). *Feuilleton*
21 h 30 - Apostrophes. *Bienfaits et méfaits de la psychanalyse*
22 h 40 - Les nouvelles
22 h 45 - Ciné-club : la belle de New-York. *Film américain (comédie musicale)*

FR 3

18 h 10 - La télévision régionale
18 h 45 - Histoire de France
18 h 50 - Des livres pour nous. *Fred*
19 h 05 - Des talents et des gens
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province. *Les pompes funèbres*
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Vendredi. *De quoi avons-nous peur ? L'agression*
21 h 30 - Igloolik (2)
22 h 20 - FR 3 actualités
22 h 35 - La télévision régionale

Energies nouvelles et politique énergétique

l'énergie solaire

Par Serge LIVET

La terre reçoit la part la plus importante de son énergie du soleil, une partie de cette énergie est utilisée naturellement, sans qu'il soit besoin de passer par une quelconque technique.

Elle assure un chauffage gratuit à longueur d'année dans certains pays ou pendant quelques mois dans d'autres régions. Elle provoque l'évaporation de l'eau, tous les végétaux lui doivent leur développement, même le vent a son origine dans l'énergie solaire. Le soleil est une source d'énergie gratuite, non polluante et à l'échelle humaine inépuisable, alors que les ressources énergétiques les plus exploitées actuellement : charbon et surtout pétrole et maintenant uranium seront rapidement épuisées, si leur exploitation se poursuit au même rythme. Pourquoi donc ne pas tirer plus profit de cette énergie si abondante ? Son utilisation n'est certes pas aisée, mais si un effort de recherche comparable à ce qui est fait dans le nucléaire était entrepris, nul doute que l'énergie solaire couvrirait une fraction importante de nos besoins énergétiques.

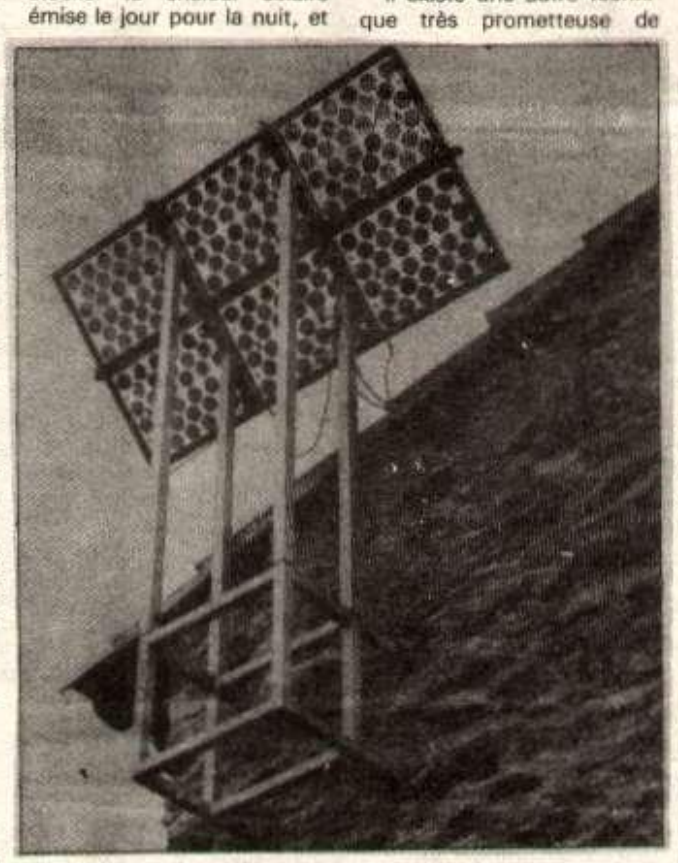
Par le seul ensoleillement, la France reçoit chaque année environ 5 000 fois l'équivalent de sa production électrique. Tout le problème est de parvenir à recueillir cette énergie peu concentrée et intermittente. Peu concentrée : pour obtenir l'équivalent de la production énergétique d'une centrale de 1 000 MW, il faudrait une surface de captage de 3 000 à 6 000 hectares ; mais rien n'oblige à rechercher les mêmes performances qu' avec le nucléaire. Intermittente : l'ensoleillement varie avec le rythme des saisons, le jour et la nuit, les conditions atmosphèriques. La difficulté est donc de concentrer et de stocker cette énergie. Les recherches actuelles pour la plupart ne peuvent qu'être limitées dans la mesure où ce qui est recherché c'est la compétitivité avec les autres sources d'énergie. Cependant, selon l'institut de recherches américain U.S.Solar Energy Panel, l'énergie solaire pourrait couvrir en 2020 35% de nos besoins énergétiques à un coût compétitif. Actuellement, et bien que les recherches ne soient pas très avancées, l'utilisation de l'énergie solaire présente déjà de nombreux avantages.

LES CAPTEURS THERMIQUES

La façon la plus simple d'utiliser le rayonnement solaire est de le capter au moyen de panneaux pour chauffer une masse d'air, d'eau ou de gaz, c'est le capteur thermique. Il s'agit d'une surface plane : tôle, mur de béton, de couleur foncée, noir de préférence, qui absorbe le maximum de rayonnement. Pour éviter une déperdition de chaleur, on dispose devant des vitres qui laissent passer les rayons mais retiennent la chaleur. Derrière la surface absorbante circule un fluide caloporteur : air ou eau... qui va chauffer une pièce ou fournir sa chaleur à un réservoir.

Un capteur plan incliné à 45° d'un mètre carré peut fournir en France entre 850 et 1 500 kwh par an, mais il s'agit d'une énergie à basse température difficilement transformable en énergie électrique ou mécanique. La meilleure utilisation de ces capteurs est le chauffage des habitations et de l'eau sanitaire. Ils peuvent en effet produire de l'eau chaude entre 60° et 100°. Le prix des capteurs varie entre 350 et 700 F le m², mais il n'est pas besoin d'être très bon bricoleur pour en confectionner à des prix moins élevés.

Le soleil ne chauffe pas en permanence et de façon constante, il faut donc stocker la chaleur solaire émise le jour pour la nuit, et si possible l'été pour l'hiver. Sur ce point, il reste bien des progrès à faire. La méthode la plus simple et la plus couramment employée consiste à emmagasiner la chaleur dans un mur en pierre et en béton qui la restitue pendant la nuit. Aux Etats-Unis, des maisons solaires ont été construites avec des murs capteurs contenant des cristaux qui se liquifient à 32° C et qui restituent la chaleur absorbée en se refroidissant durant la nuit. Mais, le stockage peut se faire également en emmagasinant une grande quantité d'eau chaude dans une cuve très bien isolée. Un circuit d'eau passe sous le capteur et serpente dans une cuve d'eau à laquelle il cède sa chaleur. L'eau chaude emmagasinée est ensuite utilisée pour chauffer la maison la nuit.



Panneaux de photopiles. Maison de Reiser à Collioure

Pour que les capteurs récupèrent de la chaleur, il n'est pas nécessaire que la température extérieure soit très forte, même en hiver, il suffit que le ciel ne soit pas trop couvert pour capter les rayonnements solaires et les transformer en chaleur.

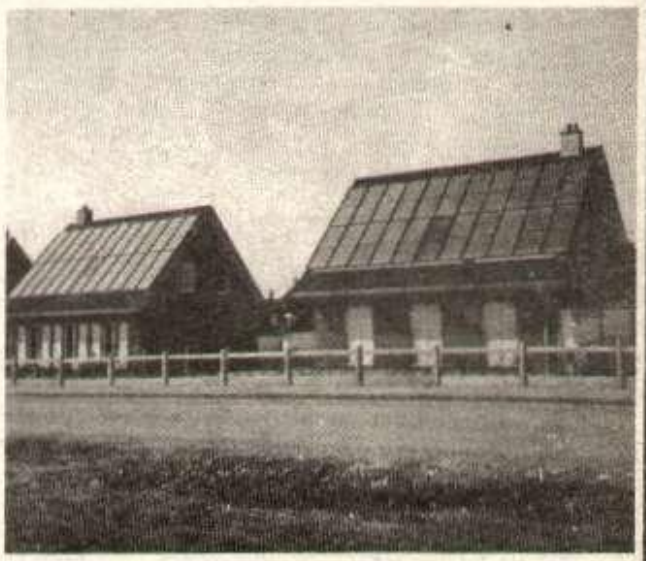
LES PHOTOPILES

Il existe une autre technique très prometteuse de captage de l'énergie solaire, bien peu développée actuellement : les photopiles.

Les satellites artificiels s'alimentent en électricité ainsi, grâce à leurs panneaux solaires. Par ce moyen, les rayons du soleil sont directement transformés en électricité. Les photopiles sont constituées de disques de silicium de 3 à 9 centimètres de diamètre. L'inconvénient de cette méthode pour l'instant, c'est le prix élevé des photopiles. Mais ces dernières années leur prix a sensiblement baissé et on prévoit que dans les prochaines années, à partir de photopiles améliorées, l'énergie solaire pourrait devenir compétitives avec les autres formes de production d'électricité.

Un autre inconvénient est l'espace de panneaux nécessaire pour concentrer suffisamment d'électricité : mais là aussi des recherches permettent d'envisager de réduire l'espace nécessaire grâce à un rendement supérieur des photopiles.

Une maison «tout solaire existe en France dans la région de Collioure, celle du dessinateur Reiser qui s'auto-suffit en électricité grâce à des panneaux de photopiles. Il faut toutefois signaler que Reiser ne l'habite pas en permanence, et qu'elle est très petite. Cette expérience n'est pas généralisable, mais elle a valeur de prototype ouvrant la voie à d'autres expériences.



Maisons solaires au Havre, capteurs sur le toit.

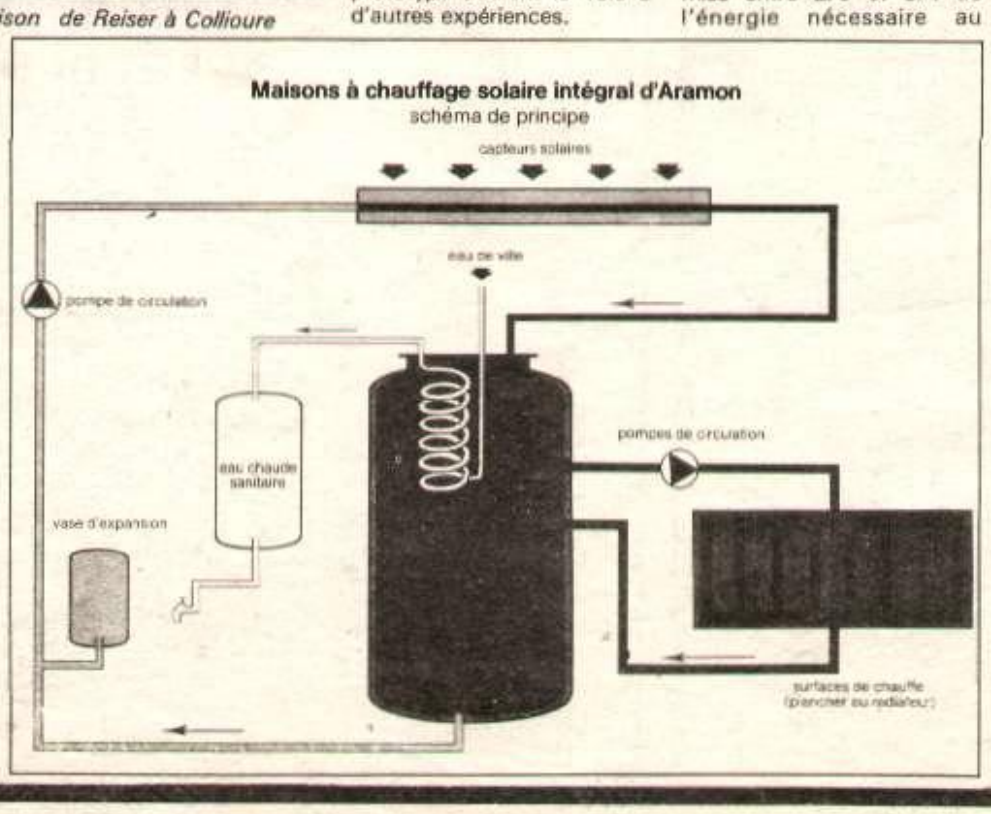
LE CHAUFFE-EAU SOLAIRE

Ceci nous amène à parler des applications concrètes du solaire, la plus simple, la plus répandue est le chauffe-eau solaire. Les piscines en plein air non chauffées fonctionnent selon ce principe, mais avec un très faible rendement.

Pour améliorer le stockage de chaleur il suffit d'un bon capteur et d'une isolation du réservoir d'eau. L'eau circule dans un premier circuit placé sous un capteur (circuit primaire), elle cède sa chaleur en passant dans un réservoir d'eau dans lequel passe un autre circuit (secondaire) d'eau froide qui récupère la chaleur stockée. Le réservoir d'eau permettant le stockage doit être soigneusement calorifugé. Pour le chauffe-eau solaire, comme pour la maison solaire, un chauffage d'appoint est nécessaire, pour les jours sans soleil.

Le chauffe-eau solaire, appareil simple, mais coûteux à l'achat en raison de sa fabrication limitée économise entre 2/3 et 3/4 de l'énergie nécessaire au chauffage de l'eau sanitaire.

L'économie d'énergie réalisable dans les maisons solaires pour le chauffage et l'eau chaude est du même ordre. (voir schéma) Une expérience est en cours à Aramon dans le Gard sur cinq maisons entièrement solaires sans chauffage d'appoint. Les expériences d'utilisation solaire se développent lentement : maisons solaires au Havre, installations de capteurs solaires sur un immeuble de Saint-Mandé, dans la banlieue parisienne, etc...



L'OPPOSITION DES TRUSTS

Les utilisations de l'énergie solaire sont limitées : pompes, dessalement de l'eau, cuisinières, fours, centrales thermiques...

Certaines de ces utilisations présenteraient un intérêt énorme pour nombre de pays du Tiers-Monde, car elles nécessitent une faible infrastructure. C'est d'ailleurs en raison de la faible infrastructure nécessaire, de la décentralisation de la production que l'énergie solaire se heurte à l'opposition des grandes firmes.

En France, dans l'immédiat, l'utilisation la plus rationnelle de l'énergie solaire devrait être le chauffage des logements et de l'eau sanitaire. Contrairement au géothermique qui est préférable pour les grands ensembles d'immeubles collectifs, le solaire convient mieux aux maisons qu'aux immeubles. En combinant au mieux ces deux formes d'énergie, en utilisant toutes les potentialités, en tenant compte des facteurs climatiques, de l'exposition, de l'isolement dans la construction des habitations, il serait possible certainement d'économiser au moins les trois quarts de la consommation actuelle d'énergie electrique ou pétrolière pour le chauffage. Ceci aurait pour avantage de réduire la pollution des villes par les fumées des chauffages au fuel.